

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS  
**l'Humanité**MARDI 3 SEPTEMBRE 2024. | N° 24018. | 2,70 € | [www.humanite.fr](http://www.humanite.fr)

# L'EXIL FORCÉ DES MÈRES DU DONBASS

Face à l'intensification de la guerre et l'avancée des troupes russes, les populations civiles de la région de Donetsk fuient en masse. Reportage dans un centre de déplacés. P. 2

**OTAGES À GAZA**

## Netanyahou, le désaveu populaire

Des centaines de milliers d'Israéliens ont manifesté dimanche et lundi en exigeant du premier ministre un accord avec le Hamas pour la libération des otages, après la découverte des corps de six d'entre eux. P. 11







ÉDITORIAL  
PAR ROSA MOUSSAOUI

## Anéantissement

Près d'un an après l'attaque la plus meurtrière de l'histoire d'Israël (1 195 personnes tuées, dont 380 membres des forces armées et 815 civils), l'armée israélienne poursuit, à Gaza, son œuvre d'anéantissement. Le bilan est insoutenable : plus de 40 000 morts palestiniens – 186 000, avance même la revue médicale *The Lancet* ; des survivants affamés, épuisés, jetés dans une errance sans fin ; une enclave transformée en champ de ruines. L'armée israélienne étend ses opérations en Cisjordanie ; Benjamin Netanyahu et son gouvernement de fanatiques parient sur un embrasement régional ; les puissances occidentales livrent armes et munitions aux criminels de guerre.

Aucun des objectifs officiellement assignés à cette offensive dévastatrice n'est pourtant atteint. La récente découverte des corps de six otages israéliens en est un cruel rappel. 251 personnes avaient été enlevées par les hommes du Hamas ; 97 d'entre elles sont toujours retenues à Gaza, dont 33 ont été déclarées mortes par l'armée israélienne. Les familles de ces captifs se sont heurtées, dès les premiers jours, à l'indifférence des autorités. Elles doivent aujourd'hui braver

## Des sanctions s'imposent pour mettre fin aux crimes de guerre de Netanyahu.

la répression pour dénoncer l'abandon pur et simple de ces otages. À Tel-Aviv, dimanche, 300 000 personnes ont défilé sous les coups de la police pour demander un cessez-le-feu et un accord qui permettraient leur libération. Lundi, c'est, fait inédit, la Histadrout qui appelait à la grève générale pour appuyer cette exigence. Aussitôt le mot d'ordre lancé, le néofasciste Bezalel Smotrich, ministre des Finances, accusait la centrale syndicale de « représenter les intérêts du Hamas ».

La société israélienne n'a pas basculé : elle reste très majoritairement favorable à la guerre, à l'occupation, à la colonisation de la Palestine. La coalition d'extrême droite conduite par Benjamin Netanyahu dispose toujours de solides appuis. La guerre est son meilleur atout pour se maintenir coûte que coûte au pouvoir. Pour faire cesser le carnage, cette contestation interne est indispensable. Mais elle ne suffira pas. Des sanctions internationales s'imposent pour mettre fin aux crimes de guerre, enrayer les mécanismes génocidaires, protéger le peuple palestinien. ■

# « C'est dur de quitter la maison où j'ai grandi »

**UKRAINE** À Pokrovsk, dans la région de Donetsk, le front se rapproche chaque jour davantage. Face à l'intensification des frappes russes sur la ville, les évacuations de milliers de civils se poursuivent. Nina, Valeria, Svitlana nous racontent leur quotidien dans cette nouvelle bataille décisive, deux ans et demi après le début de la guerre.

Pokrovsk (Ukraine), correspondance particulière.

C'est la fin de l'été à Pokrovsk. Mais personne n'a le temps de déplorer le beau temps qui s'en va : les habitants fuient la ville par milliers. Devant l'avancée des soldats russes qui ne sont plus qu'à une poignée de kilomètres, les autorités ont depuis plusieurs semaines demandé aux civils de quitter les lieux. La population de 60 000 âmes, il y a encore quelques semaines, est évacuée par convois spéciaux. Des trains bleu foncé de la compagnie Ukrzaliznytsia sont affrétés plusieurs fois par jour. Ils emportent loin de la région de Donetsk les personnes qui n'ont pas les moyens financiers ou physiques de partir par leurs propres moyens : sur les quais, des indigents, mais aussi des parents en pleurs venus de Pokrovsk et des villages alentour pilonnés par les forces russes. Personne ne veut abandonner sa maison, mais ils n'ont plus d'autre choix.

Dans une école désaffectée de Pokrovsk, le linoléum foncé reflète les ombres qui s'y déplacent en silence. Des piles de vêtements apportées par les ONG attendent de trouver preneur. L'urgence n'est pas à l'habillement, mais à la fuite vers l'ouest du pays. Ce qui explique pourquoi ce centre de réception des personnes déplacées reste

inoccupé. Pokrovsk n'est plus la ville sûre dans laquelle, depuis 2014 et plus encore 2022, les réfugiés des communes de l'Est avaient trouvé asile. Comme à Siversk, Bakhmout ou Avdiivka, Pokrovsk se vide face à l'armée qui fond sur elle. Triste répétition d'une guerre sans fond.

### « JE N'EN PEUX PLUS, JE VEUX PARTIR »

Nina a été évacuée de Novoekonomichne, près de Myrnohrad, avec ses quatre enfants, dont trois en bas âge. Ils courent dans le dortoir vide où la famille attend son train : ils sont en transit pour Mukachevo, dans les Carpates, loin de la région de Donetsk, où des proches les attendent. Si les enfants n'ont pas de séquelles visibles du conflit, la vie sous les bombardements les a pourtant profondément marqués, confie Nina. « Ça fait quatre ans que Lena, la cadette, était censée entrer en maternelle, mais avec la guerre elle n'a jamais pu. Elle comprend tout ce qui se passe : récemment, lorsqu'il y a eu des explosions et que je me suis précipitée sous le lit, elle y était déjà. » Sa sœur, Ida, âgée de 4 ans, n'a jamais parlé. Une fois installée en sûreté, Nina espère trouver un orthophoniste pour sa fille : « Elle connaît l'alphabet, elle comprend, mais elle n'a jamais pris la parole. » Ihor, 11 ans, est fixé sur un téléphone mais il lève les yeux de temps en temps, d'un air inquiet. Il s'occupe de ses sœurs en leur lisant des contes de fées et attend avec impatience de retourner à l'école





Le 27 août, Valeria et ses enfants au centre de réception des déplacés, à Pokrovsk, en attente d'être évacuée vers l'ouest.

**REPORTAGE**

pour y étudier « les maths, la lecture et l'écriture ». Anya, deux ans et demi, en couche-culotte, se précipite instinctivement vers chaque adulte pour réclamer un câlin.

Nina explique qu'elle est restée à Pokrovsk aussi longtemps que possible car la situation était encore tenable jusqu'à cet été. Mais la sécurité de ses enfants l'a emporté sur toute autre considération. « Il y a eu des frappes, un grognement sourd, et toute la maison a tremblé, raconte-t-elle. C'était comme si elle se soulevait comme une vague. C'est là que j'ai appelé les autorités et que je leur ai dit : « Ça y est, je n'en peux plus, je veux partir. » »

Valeria vient d'arriver au centre avec ses trois enfants. La police de Myrnohrad s'est chargée de son évacuation. Elle aussi a attendu jusqu'à la dernière minute avant de se résoudre à ce choix car la situation était devenue insupportable. « Nous savions que ce moment allait arriver, mais pas aussi rapidement, confie-t-elle. C'est dur de quitter la maison où j'ai grandi, mais nous venons de passer une semaine sans électricité, sans eau. Plus rien ne fonctionne. Certains proches se sont réfugiés à l'étranger, mais je ne souhaite pas faire pareil, surtout avec trois enfants. Mieux vaut rester en Ukraine, près de ma famille. »

La directrice du centre de réception des déplacés, Svitlana Savchenko, demande ses papiers à Valeria. Dans

sa fuite, la mère de famille n'a pris que les certificats de naissance d'Oleksandr, Matvyi et Artyom, 5, 3 et 2 ans. Elle ne sait pas où elle va pouvoir trouver refuge. En attendant de partir vers l'ouest à bord d'un train d'évacuation, elle bénéficiera de l'essentiel, des produits d'hygiène et des vêtements de rechange apportés par d'autres Ukrainiens en solidarité.

**LE RISQUE D'UNE OCCUPATION IMMINENTE**

Svitlana Savchenko, qui habite à Pokrovsk depuis l'indépendance ukrainienne en 1991, est furieuse de voir ses compatriotes plongés dans un tel dénuement. Elle ne décolère pas à l'idée que Pokrovsk soit sous la menace d'une occupation forcément précédée de destructions considérables.

« Vous savez, je suis originaire de Lougansk, qui est occupée par les Ors (nom issu des romans de Tolkien et utilisé par les Ukrainiens pour décrire les troupes russes - NDLR). J'ai mal jusqu'au fond de mon âme en pensant à ma ville occupée. J'ai une maison, une datcha (maison d'été), un garage. Mais, qu'à Dieu ne plaise, si je dois disparaître, ce sera ici ! Avant, Russes et

Ukrainiens étaient amis dans cette région, mais il faut que le monde comprenne que, désormais, ce n'est plus possible. Quiconque n'a pas visité le Donbass ne comprendra

jamais ce qui est en train de se jouer ici. Il faut le vivre et le voir pour comprendre. »

Malgré le danger, d'autres familles n'évacueront pas, ou n'enverront au loin que les personnes les plus fragiles, refusant elles-mêmes de partir. Marina vit à Novoeconomichne, elle vient de conduire un senior du village à Pokrovsk et explique : « Les gens ont peur de quitter leur maison, de se retrouver sans emploi, sans toit. La mine continue de fonctionner, donc il y a encore un peu de travail chez nous. Sans la guerre, nous aurions une vie normale, nos écoles et commerces fonctionneraient. Pour partir, il faut aussi avoir les moyens de payer les loyers et, dans la région voisine de Dnipropetrovsk, les prix ont déjà doublé. » Marina sait qu'elle vit avec le risque quotidien des bombes et celui d'une occupation imminente, mais elle ne partira pas.

Au centre-ville de Pokrovsk, les rares cafés encore ouverts ne servent plus que les soldats, humanitaires et journalistes de passage. Il est d'ailleurs dangereux d'y rester : tout est devenu une cible potentielle à mesure que les forces russes se rapprochent. Une serveuse souffle : « Merci d'être là, merci de raconter ce qui se passe. » C'est ce que beaucoup d'habitants de Pokrovsk disent aux journalistes : ils pensent que si le monde extérieur savait, Pokrovsk serait sauvée. ■

**EMMANUELLE CHAZE**

**« Ma fille de 4 ans n'a jamais pris la parole. »**

NINA, ORIGINAIRE DE NOVOECONOMICHE DANS LA RÉGION DE POKROVSK





La centrale nucléaire de Kursk est particulièrement exposée. AFP

# Catastrophe atomique, un risque sous-estimé

Les propos du vice-ministre russe des Affaires étrangères ouvrent la porte à un éventuel recours au nucléaire en Ukraine. L'intensification de frappes près des nombreuses centrales fait aussi craindre des accidents irréversibles.

**L**e ton se durcit et le danger nucléaire refait surface. Après quatre semaines d'offensive ukrainienne dans la région de Kursk, en Russie, les autorités russes ont laissé entendre que l'utilisation de l'arme atomique serait en cours de réécriture. « Le travail est à un stade avancé et il y a une intention claire de faire des corrections (...) liée à l'escalade (des) adversaires occidentaux (de la Russie - NDLR) », a annoncé le vice-ministre des Affaires étrangères, Sergueï Riabkov.

Depuis l'invasion russe, le 24 février 2022, Moscou n'a eu de cesse de mettre en garde

l'Ukraine et les Occidentaux sur un certain nombre de lignes rouges concernant l'aide et les armements envoyés. À maintes reprises, le clan le plus dur au sein du pouvoir a alerté sur le possible recours à l'arme nucléaire. Cette déclaration d'un ministre est-elle une simple étape ou un tournant ? « Après une certaine accalmie, le danger de son utilisation revient mais dévoile aussi les limites de la dissuasion nucléaire et de la doctrine russe de 2020. Parmi les principes, on note l'utilisation en cas d'agression contre la Russie et ses alliés ou quand l'existence même de l'État est menacée », analyse Jean-Marie Collin, directeur d'Ican France. « Ce qui se passe à Kursk depuis un mois n'a pas

eu pour conséquence une frappe nucléaire. Heureusement. Mais cette nouvelle volonté de préciser un certain nombre de points démontre les failles de la dissuasion. »

En 2020, le président russe avait redéfini la doctrine nucléaire. À l'époque, il s'agissait du premier texte diffusé publiquement afin que les dirigeants des principales puissances – États-Unis, Europe et Otan – en prennent conscience. Vladimir Poutine a modifié l'approche exclusivement défensive pour élargir les termes d'utilisation. « Cette doctrine met en exergue notamment des conditions d'emploi en premier en cas de menace nucléaire ou en cas d'actions hostiles menées contre la Russie (et/ou contre ses

alliés) qui n'impliquent pas nécessairement l'emploi d'armes nucléaires mais conventionnelles menaçant l'existence de l'État », relevait le directeur adjoint de l'Observatoire franco-russe, Igor Delanoë.

Les propos de Sergueï Riabkov visent-ils les alliés de l'Ukraine ? Volodymyr Zelensky a réclamé davantage de soutien militaire et surtout de lever « toutes les restrictions » pour frapper « en profondeur » le territoire russe. Pour Patrice Bouveret, président de l'Observatoire des armements, « le discours russe est une réponse aux durcissements de la doctrine américaine, publiés récemment dans Nuclear Posture Review. Cette stratégie vise clairement d'éventuelles confrontations nucléaires coordonnées avec la Russie, la Chine et la Corée du Nord ».

## APPEL À LA PLUS GRANDE VIGILANCE

Sur le terrain, une autre menace demeure : une catastrophe nucléaire. Les frappes russes et ukrainiennes font craindre un accident sur les nombreuses centrales présentes dans les deux pays. L'AIEA et les Nations unies ont condamné les combats intenses autour d'installations nucléaires, en Ukraine à Zaporijjia et dans la région de Kursk en Russie. « Nous continuons d'appeler (...) à la plus grande vigilance pour éviter un incident nucléaire, dont les conséquences pourraient être catastrophiques pour la région et le monde », a exhorté Miroslav Jenča, sous-secrétaire général au département des affaires politiques et de la consolidation de la paix de l'ONU. Pour Jean-Marie Collin, « les risques d'un tir accidentel sur une centrale sont réels. Les conventions de Genève de 1949 protègent les installations que sont les barrages, les digues et les centrales nucléaires. Il faut faire respecter ce droit international pour la sécurité de tous ».

Les défenses antiaériennes ukrainiennes ont abattu 22 missiles russes dans la nuit de dimanche à lundi. « C'est le véritable risque, plus le conflit s'intensifie et dure. Il ne faut pas minimiser, outre un tir accidentel, les difficultés de la maintenance des centrales qui se trouvent sur le front et des conditions de travail des employés. », estime Patrice Bouveret.

Dans une semaine, la 79<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale de l'ONU va débiter. L'insécurité mondiale que fait porter ce conflit devrait être une des principales préoccupations des États. « La stratégie de dissuasion nucléaire ne fonctionne pas. Il faut donc repenser notre système de sécurité et porter, comme de nombreux États, le traité sur l'interdiction des armes nucléaires (Tian) », conclut Jean-Marie Collin. ■

VADIM KAHENKA

(Publicité)

## Les informés

de Jean-Rémi Baudot et Agathe Lambret,  
du lundi au jeudi à 20h  
1h de décryptage et d'analyse de l'actualité



chaque mardi avec  
**L'Humanité**

**franceinfo**

radio . web . tv canal 27



«Aimer la classe ouvrière, combattre pour elle de tout l'élan dont on est capable, cela ne demande pas l'aveuglement mais la lucidité.» **Henri Krasucki**

## LA FEMME DU JOUR



### Louise Courvoisier

Qui a dit que le cinéma français ne sortait pas des appartements bourgeois parisiens ? Pas Louise Courvoisier dont *Vingt Dieux*, le premier long métrage, a obtenu dimanche soir le Valois de diamant du Festival du film francophone d'Angoulême (Charente). Cette splendide fable rurale autour d'un amour transclasse et du comté a été tournée dans le Jura, avec des acteurs du cru non professionnels. La réalisatrice avait choisi cette option au lycée afin d'intégrer l'internat. Suit la CinéFabrique, une école de cinéma lyonnaise qui prend volontiers des profils atypiques. La voilà convertie au septième art. En 2019, elle obtient le premier prix de la Cinéfondation, la tête chercheuse du Festival de Cannes, avec son court métrage *Mano a mano*. *Vingt Dieux* sort en salles le 11 décembre. ■

MICHAËL MÉLINARD



## CACTUS 40

### Des Jeux en or pour Airbnb

Les JOP sont décidément une bonne affaire pour la plateforme de location de meublés touristiques. En tant que sponsor officiel, Airbnb utilise l'événement pour se ripoliner une image d'entreprise sympathique et inclusive. Et, en même temps, elle engrange grâce à lui des bénéfices record. En tout, 500 000 voyageurs ont été logés par son biais durant les compétitions, a annoncé le 2 septembre son directeur général. À Paris, alors que le nombre de mises en location a explosé en amont, le taux d'occupation des Airbnb pendant les Jeux a atteint 62 %, un niveau supérieur à celui de 2023. Un beau succès qui devrait réjouir les adeptes de la start-up nation, mais pas tous ceux qui sont confrontés à une pénurie sans précédent de logements ou à la hausse des prix, largement alimentée par la plateforme.

## L'œil de Babouse

BERNARD CAZENEUVE : "HOMME DE GAUCHE"



## LA BONNE NOUVELLE Aux États-Unis, 10 000 travailleurs de l'hôtellerie en lutte

Depuis dimanche 1<sup>er</sup> septembre, veille de la Fête du travail aux États-Unis, les employés du secteur hôtelier sont mobilisés dans huit villes américaines, dont Boston, San Francisco, Seattle ou Honolulu. Les quelque 10 000 grévistes dénoncent les pertes de revenu auxquelles ils sont confrontés, ainsi qu'une carence en effectifs. Selon le syndicat américain Unite Here !, l'industrie hôtelière a utilisé la pandémie de Covid pour réduire ses effectifs sans les reconstituer totalement, une fois les restrictions sanitaires suspendues.

Beaucoup déclarent « devoir prendre un second emploi pour joindre les deux bouts », alors que le secteur de l'hôtellerie s'est complètement remis de la crise sanitaire. Pour le moment, trois grands groupes hôteliers sont concernés (Hilton, Marriott et Hyatt) et 25 établissements touchés, mais les syndicats menacent d'étendre le mouvement à d'autres hôtels et villes du pays. Le représentant du groupe Hyatt s'est dit « déçu » que les syndicats aient choisi la grève, mais prêt à « négocier ». ■

LÉA RIVIÈRE

## L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

**Autoroute** Une soixantaine d'arbres ont été abattus le 1<sup>er</sup> septembre sur le tracé de la future autoroute A69. Des opposants y étaient pourtant encore perchés. Ils dénoncent une opération « militaire » de la police qui les a mis en danger.

**Mobilisation** Le « coup d'État » d'Emmanuel Macron ne doit pas rester impuni. Dans une lettre ouverte, des maires du Val-de-Marne issus des différents partis de gauche appellent les habitants à la mobilisation.

**Exposition** Koyo Kouoh, directrice du musée Zeitz d'art contemporain d'Afrique au Cap, est commissaire de l'expo « When We See Us – Un siècle de peinture figurative panafricaine », à Bâle. Pour l'Humanité.fr, elle revient sur les « géographies noires » et la volonté d'en finir avec la représentation imposée par les Blancs (lire aussi page 21).



## LE BILLET DE MAURICE ULRICH

### Exception

Personne n'a le monopole du cœur. Éric Le Boucher, par exemple, chroniqueur économique et politique des *Échos*, discute régulièrement « de la vie et des chiens », nous dit-il, avec le SDF de son quartier, lequel lui aurait assuré que lorsqu'il vote, c'est à droite en France, à gauche en Europe et à l'extrême gauche dans le monde. C'est, nous dit le chroniqueur, « ciselé d'intelligence », car certes dans le monde les inégalités sont criantes, un peu moins en Europe, mais en France ? Il n'y a que la gauche pour décrire « une France misérable, une politique sociale délabrée par "l'austérité", le tout par un pouvoir macronien au service du 1 % des plus riches »... Une fausse peinture reproduite par les médias, alors que la vérité, c'est que « la France va plutôt bien et ne souffre certainement pas d'un manque global de social » et que, donc, « la France n'a pas besoin d'un coup de barre à gauche ». On ne doute pas qu'Éric Le Boucher en discute aussi d'égal à égal avec son ami SDF. Une exception. ■



## COUP DE PROJECTEUR

### La Mutinerie, historique bar queer, menacé de fermeture

« La Mutinerie est dans la merde absolue. » C'est ainsi que le compte Instagram du bar parisien « queerféministe-translesbien autogéré » décrit sa situation économique. « Nous explorons toutes les options », ajoute le collectif qui anime ce lieu mythique depuis douze ans. Exsangue après sa mise aux normes d'insonorisation en 2018, impacté par la crise du Covid de 2020, l'un des derniers bars LGBTQI+ de Paris a été mis en redressement judiciaire, le 7 mars. La baisse d'activité liée aux JO lui a porté un coup quasiment létal. La mobilisation générale est lancée pour réaliser un chiffre d'affaires exceptionnel avant décembre et permettre un premier sursis. « Ça n'aurait pas de sens pour nous de maintenir la Mutinerie sans sauvegarder l'organisation et les emplois », estime Jules Farce, l'un des membres fondateurs.



# « Macron veut une cohabitation avec lui-même »

**MATIGNON** Le président de la République a poursuivi, lundi, ses consultations en vue de trouver un premier ministre autre que Lucie Castets. Il a plusieurs fers au feu. Des profils politiques, Xavier Bertrand et Bernard Cazeneuve, et un profil technique, Thierry Beaudet.

**L**e Nouveau Front populaire (NFP) tient un discours simple. C'est sa candidate, Lucie Castets, et elle seule qu'Emmanuel Macron, qui poursuivait lundi ses consultations, doit nommer à Matignon. Dans une adresse publiée dimanche, le secrétaire national du PCF, Fabien Roussel, le président du groupe GDR à l'Assemblée nationale, André Chassaigne, et la présidente du groupe CRCE-K au Sénat, Cécile Cukierman, préviennent que « si le président de la République s'entêtait à poursuivre sa politique d'austérité au nom de la "stabilité institutionnelle", il provoquerait une crise démocratique grave », et l'appellent à « accepter de laisser respirer la démocratie en laissant l'opposition de gauche, sortie en tête du scrutin, gouverner la France ». Les dirigeants communistes ne nient pas les difficultés, notamment l'impossibilité d'appliquer l'entière du programme du NFP : « C'est notre état d'esprit lorsque nous proposons Lucie Castets pour conduire une nouvelle politique pour la France. Nous avons clairement affirmé au président de la République notre volonté d'ouverture, de dialogue, de compromis pour travailler à des majorités parlementaires capables de gouverner dans la durée. » Même son de cloche de la part du député de Picardie debout !, François Ruffin, dans la Somme, où il tenait une initiative politique, dimanche : « Les gens, ici à Flixecourt et dans le pays, demandent de pouvoir bien vivre de leur travail plutôt que de se rationner. Macron doit céder les manettes et nommer Lucie Castets. Nous ferons l'indexation des salaires et la fin de la retraite à 64 ans. »

Toutes les directions des partis de gauche sont sur cette ligne, unis derrière Lucie Castets pour un changement de politique, au moment où des hameçons sont lancés par la Macronie pour la contourner et l'empêcher de gouverner. Les insoumis mettent en garde contre la diversion présidentielle que représenterait une nomination au poste de premier ministre de l'ancien socialiste Bernard Cazeneuve, reçu lundi à l'Élysée. « Que ce soit lui, Xavier Bertrand ou un autre, il est fort capable de mener la politique de droite que veut mener Macron », attaque Éric Coquerel. Le président FI de la commission des Finances de l'Assemblée rappelle que, lors des dernières législatives, l'ancien premier ministre de François Hollande a tourné le dos au Nouveau Front populaire et adopté la ligne du « ni ni » : ni la France insoumise, ni le Rassemblement national. Du côté d'Olivier Faure, de nombreux socialistes se montrent également sceptiques quant à la capacité d'un Cazeneuve à infléchir la ligne de Macron.

## LE NFP RESTE SUR SES POSITIONS : LE RESPECT DU VOTE DES FRANÇAIS

Le président, chantre du dépassement du clivage gauche-droite en 2017 (pour en réalité faire disparaître la gauche), soigne évidemment son flanc droit. Il a reçu, lundi après-midi, Xavier Bertrand, président de la région Hauts-de-France et membre de LR, dont le nom circule également pour Matignon. « L'idée générale est de regarder si les hypothèses de Bernard Cazeneuve et Xavier Bertrand sont viables au regard du critère de stabilité », a assuré à l'AFP un proche du président. C'est en convoquant cet impératif que le président a écarté, la semaine dernière, l'hypothèse d'un gouvernement Castets, avant de reconnaître qu'il refusait de mettre la gauche en situation de gouverner pour des questions programmatiques. « Emmanuel Macron veut être en cohabitation avec lui-même », fustige ainsi l'insoumise Manon Aubry. Et le chef de l'État, qui veut garder la main sur la nomination de la plupart des ministres, cherche, à travers le long ballet des visites à l'Élysée, le profil qui permettrait à son camp de gouverner sans infléchir sa politique vers la gauche et sans que le Rassemblement national (RN) ne participe à voter une motion de censure. Le RN a d'ailleurs précisé qu'il ne s'opposerait pas forcément à une nomination de Bernard Cazeneuve.

Le chef de l'État a également reçu ses prédécesseurs à l'Élysée, François Hollande et Nicolas Sarkozy. Mais,



XOISE BONZAS/MANS LUCAS



sans garantie d'un soutien des socialistes à Bernard Cazeneuve ou d'un soutien de LR à Xavier Bertrand, Emmanuel Macron teste auprès de ses interlocuteurs un nouveau nom. Thierry Beaudet, président du Conseil économique, social et environnemental, a ainsi été reçu, vendredi, pour se voir proposer d'être premier ministre. Inconnu du grand public, cet ancien enseignant a dirigé la MGEN, la mutuelle enseignante et la Fédération de la mutualité française. Selon nos informations, il serait prêt à relever le gant, à plusieurs conditions qui n'ont pas été précisées.

Emmanuel Macron espère, grâce à ce profil, constituer un « gouvernement technique » qui tiendrait grâce à la non-censure des forces siégeant à l'Assemblée nationale.

**« De qui Thierry Beaudet tiendrait-il sa légitimité ? Du président de la République exclusivement. »**

SOPHIE TAILLÉ-POLIAN,  
DÉPUTÉE GÉNÉRATION.S

pour les corps intermédiaires. Mais le NFP reste sur ses positions : le respect du vote des Français en juillet, donc la nomination de Lucie Castets à Matignon.

D'autant plus que la marge de manœuvre d'Emmanuel Macron est en réalité des plus réduites. Les députés LR, par la voix de leur président, Laurent Wauquiez, refusent en effet toute coalition. « De qui Thierry Beaudet tiendrait-il sa légitimité ? Du président de la République exclusivement, a aussi souligné sur BFM la députée Génération.s Sophie Taillé-Pollian. Or, le président de la République et sa politique ont été défaits dans les urnes. Comment Beaudet pourra-t-il donc faire, lui qui n'est pas connu, qui ne bénéficie pas de rapports de force issus de son action antérieure, ni de soutiens dans la population ? Comment pourrait-il faire pour imposer à un chef de l'État qui n'a pas envie de changement, le changement que les Français attendent ? » Car les Français n'attendent pas qu'un nom mais le respect de leur exigence de changement. ■

GAËL DE SANTIS

## À La Courneuve, Lucie Castets revendique un « mandat » populaire

**GAUCHE** La candidate du Nouveau Front populaire pour le poste de première ministre, Lucie Castets, était en déplacement en Seine-Saint-Denis, lundi, autour des questions d'éducation. Elle entend porter un « changement de cap sur la méthode et le fond ».

**Q**u'importe l'agitation observée autour des « consultations » du président de la République et les multiples rumeurs sur l'identité du futur premier ministre, Lucie Castets maintient son cap. Celui de se montrer comme la seule première ministre possible, donc comme une alternative crédible au macronisme, le programme du

### REPORTAGE

exigence d'égalité sur tout le territoire », d'autant plus dans un département où la jeunesse « se heurte au mur du manque de moyens ». « Il faut rompre avec le macronisme », a ajouté Aurélie Trouvé, députée FI. Et cela ne peut passer que par un « choc d'égalité », selon Stéphane Troussel, président (PS) du conseil départemental, contenu dans les propositions du NFP : 19 élèves par classe, revalorisation des enseignants, titularisation et revalorisation des AESH et grand plan de recrutement des personnels nécessaires...

### « PROPOSER DES SOLUTIONS POUR LE BIEN DE TOUS »

Difficile d'éviter de se frotter aux questions autour des manœuvres du président de la République pour ne pas nommer la représentante du NFP. Face à elle, une nuée de journalistes s'égosillent : « Quels sens y a-t-il à continuer d'apparaître médiatiquement ? » « Pensez-vous encore pouvoir faire changer d'avis Emmanuel Macron ? » « Connaissez-vous Thierry Beaudet ? » « Ce n'est pas une question de personne, mais de mandat, a-t-elle tranché. Les Français ont donné un mandat

au NFP pour porter un programme. Ce que veut Emmanuel Macron, c'est poursuivre sa politique. Cette politique qui a mené le pays à de terribles échecs, l'éducation en est un symbole. Les inégalités sont au plus haut, l'école n'est pas vraiment gratuite, et la réforme du lycée professionnel a affaibli cette voie... Nous changerons cela. »

Dans les pas de son discours lors des universités d'été du PS à Blois (Loir-et-Cher), vendredi, où elle a plaidé pour un « changement de méthodes » démocratiques, Lucie Castets a promis ne pas « chercher à convaincre » le président de la République, mais d'œuvrer à « changer la façon dont la politique est menée ». « Il faut un changement de cap, sur le fond comme sur la méthode, inclure sur tous les sujets les acteurs de terrain pour construire et proposer des solutions pour le bien de tous », a-t-elle ajouté. Et qu'importe le coup de force démocratique du président, ignorant ostensiblement les résultats des législatives : « Nous assumons de nous inscrire dans un temps long », précise-t-elle. Pour réformer l'éducation, comme pour proposer une autre voie au pays. ■

ANTHONY CORTES

**L'absence de gouvernement sous une Constitution qui ne permet pas au Parlement de travailler** correctement crée une situation inquiétante pour le projet de loi de financement de la Sécurité sociale 2025. En effet, les premiers éléments disponibles indiquent que le ministre de l'Économie démissionnaire demande des économies supplémentaires et que les premières discussions au conseil de la Caisse nationale d'assurance-maladie ont montré la volonté d'imposer de nouvelles réductions des dépenses. Alors que jusqu'à présent cette politique était appliquée sans protestation par les instances hospitalières malgré les difficultés rencontrées, pour la première fois des critiques se font officiellement entendre. « Il est urgent de renforcer les moyens alloués au secteur public pour préserver un accès équitable aux soins pour tous et garantir la qualité de service », demande dans un communiqué publié par son instance de la région Normandie la Fédération hospitalière de France. Ce qui est par ailleurs nouveau est la critique clairement affirmée de la carence du secteur privé lucratif qui se désengage des activités considérées comme « non rentables » comme les services d'urgences ouverts 24 heures sur 24 ou les maternités.

### LA CHRONIQUE SANTÉ DE CHRISTOPHE PRUDHOMME



## Urgence pour le budget de la Sécurité sociale

**Pour les Ehpad, la situation n'est pas meilleure avec un résultat déficitaire dans 85 % des Ehpad publics.** Là aussi les mots du communiqué sont durs : « Cette situation budgétaire n'est pas tenable... Il est nécessaire de mettre en œuvre une loi de programmation pluriannuelle pour le grand âge afin de prévoir et organiser les financements et l'attribution de ressources humaines. » En bref, cette institution conteste le bilan présenté par le

ministre de la Santé démissionnaire dans les médias et, grande nouveauté, les solutions proposées sont en ligne avec le programme du Nouveau Front populaire. En effet, il est clairement affirmé que le problème n'est pas celui de dépenses excessives, mais celui de budgets insuffisants. Il s'agit donc bien d'augmenter les recettes et non pas de poursuivre les plans d'économie. **Il y a donc urgence à ce que, gouvernement ou pas, l'Assemblée nationale prenne en main la question** du prochain budget de la Sécurité sociale. Il lui faut imposer une rupture en proposant de nouvelles recettes, comme celles proposées dans ma chronique du 15 juillet qui permettraient de dégager immédiatement 18 milliards d'euros, soit plus que le déficit prévu de la Sécurité sociale pour 2024. Et que l'on ne nous oppose pas le déficit excessif de la France, car ces mesures sont basées non sur de l'emprunt, mais sur des recettes supplémentaires obtenues notamment en réduisant les exonérations de cotisations offertes aux entreprises et qui ont fait exploser leurs bénéfices, ainsi qu'en supprimant des impôts injustes pour en rétablir d'autres plus justes. ■



## La FCPE lance un tour de France pour l'école

**RENTREE** Pour défendre la place des familles dans l'éducation et dénoncer la politique à l'œuvre de tri social et scolaire, la première fédération de parents se mobilise en dix étapes autour de l'Hexagone.

« **J**e n'exclus pas qu'il y ait quelques cas ponctuels ici et là » de classes sans professeur. En entendant Nicole Belloubet prononcer cette phrase, lundi matin sur France Inter, nombre d'enseignants et de parents d'élèves ont dû avaler leur café de travers. Avant d'avoir envie de lui demander à partir de combien de centaines (voire plus), on sortait des « cas ponctuels »... Car, quelques heures après la rentrée, un petit tour sur les réseaux sociaux suffisait déjà à mesurer l'ampleur de la catastrophe annoncée dans ce domaine, en dépit des centaines de petites annonces passées dans la précipitation avant la rentrée, en mode « cherche professeurs désespérément ».

Au même moment, la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) faisait sa rentrée depuis Bondy, en Seine-Saint-Denis. Et le ton était assez différent :

la première fédération de parents lançait, à compter du lundi 2 septembre, un « tour de France de l'école publique ». Jusqu'au 13 septembre, la FCPE s'arrêtera dans dix départements, de l'Orne à Paris en passant par le Morbihan, la Creuse, l'Aude, la Corrèze, les Bouches-du-Rhône, le Haut-Rhin, le Vaucluse... Il s'agira de « pointer les dysfonctionnements de l'école en cette rentrée, donner un écho aux mobilisations des parents, valoriser la coéducation et faire connaître les 20 mesures pour l'école » que l'organisation a rendues publiques en février, comme l'a rappelé Abdelkrim Mesbahi, son président.

### LES DOSSIERS QUI SUSCITENT LE MÉCONTENTEMENT NE MANQUENT PAS

« Groupes de besoin » au collège qui « stigmatiseront les élèves les plus fragiles » et contre lesquels la FCPE a annoncé déposer un recours devant le Conseil



Premier jour de classe à Lignan-de-Bordeaux (Gironde). CHRISTOPHE ARCHAMBAULT/AFAP

d'État, manque de moyens chronique, non-remplacement des enseignants absents, choix « ubuesque » de renforcer la discipline en primaire plutôt que la prévention, inclusion scolaire en déshérence : les dossiers qui suscitent le mécontentement ne manquent pas. Sans oublier celui des élèves sans affectation, au collège et surtout au lycée : ils sont par exemple 263 dans les Hauts-de-Seine, à qui on demande de rester au collège faute de places pour les accueillir au lycée.

En Seine-Saint-Denis, la FCPE a commencé à récolter les fruits de son engagement dans le mouvement baptisé « Un plan d'urgence pour l'éducation », qui a duré de février à juin : elle a d'ores et déjà doublé son nombre d'adhérents par rapport à septembre 2023. Une bonne base pour « remobiliser l'engagement associatif », a souligné Abdelkrim Mesbahi... et peser encore plus dans les luttes à venir. ■

OLIVIER CHARTRAIN

(Publicité)

seine saint denis  
LE DÉPARTEMENT

**DONNONS  
À L'ÉCOLE PUBLIQUE  
LES MOYENS  
DE RÉUSSIR**

SIGNEZ LA PÉTITION  
POUR UN CHOC D'ÉGALITÉ

ICI  
ON CONSTRUIT  
L'AVENIR

ssd.fr/choc-egalite



EN LUTTE



### BLOCAGE À FORT-DE-FRANCE

Des centaines de manifestants ont bloqué, le 1<sup>er</sup> septembre, le port de Fort-de-France (Martinique) pour protester contre la vie chère et exiger de la grande distribution un alignement des prix alimentaires sur ceux de la métropole.

### DEUX ÉLUS MENACÉS

À Marseille, la direction de l'association Fouque, dédiée à la protection de l'enfance, a convoqué deux élus CGT en vue d'une sanction disciplinaire. La confédération, qui dénonce une tentative de « répression syndicale », a organisé lundi un rassemblement de soutien.

### TRANSPORTS À L'ARRÊT

Plusieurs dizaines d'agents des transports urbains de la ville de Bourg-en-Bresse (Ain) ont répondu lundi à l'appel à la grève lancé par Force ouvrière. Ils dénoncent un allongement de quarante minutes de leur temps de travail, sans compensation financière.

# Les « duralexiens » lèvent leur verre à la Scop naissante

**VERRERIE** Ce lundi matin, les employés de l'usine du Loiret ont lancé officiellement leur coopérative. À leurs côtés, des partenaires, fournisseurs et élus qui partagent leur enthousiasme pour cette nouvelle aventure qui doit assurer l'avenir de la société.

## REPORTAGE



« Nous allons évoluer vers les boîtes de conservation qui répondent à des exigences environnementales », indique Vincent Vallin, directeur stratégie et développement. JULIE FRANCHET/HANS LUCAS

La Chapelle-Saint-Mesmin (Loiret),  
correspondance particulière.

**J**usqu'à présent, quand les médias se déplaçaient en nombre sur le site historique de Duralex, à La Chapelle-Saint-Mesmin (Loiret), c'était rarement pour rapporter de bonnes nouvelles. Le verrier, placé en redressement judiciaire en avril, avait connu pas moins de six échecs financiers. Certains pensaient que les 238 employés vivaient là leurs dernières heures. C'était compter sans leur détermination à maintenir en vie leur outil industriel.

Ce lundi matin, en effet, les salariés avaient le sourire. Ils lançaient officiellement leur Scop, nouvelle forme juridique choisie pour le renouveau de la société par une majorité d'entre eux avec l'aval du tribunal de commerce d'Orléans et, surtout, le soutien des acteurs institutionnels qui leur apportent appui et financement. « Nous avons toujours soutenu Duralex, y compris lorsque l'entreprise emblématique était menacée de disparition, rappelle François Bonneau, président socialiste de la région Centre-Val de

Loire. Nos actions en sa faveur se sont toujours faites en totale concertation avec les directions et les syndicats. Cette fois-ci, nous nous mobilisons pour que son projet de Scop marche ! » La collectivité a décidé de débloquer 1 million d'euros de prêt et d'abonder à la mise de départ des salariés devenus sociétaires de la Scop. Chaque euro placé par eux dans le capital de la société sera doublé par la région. Celle-ci se porte également garante de prêts bancaires à venir à hauteur de 1,5 million d'euros. La métropole ■■■





**7 septembre** Manifestation contre « l'autocratie » d'Emmanuel Macron à l'appel de l'Union étudiante et de l'Union syndicale lycéenne, rejointes par la FI, en réponse

au refus du président de nommer Lucie Castets à Matignon.  
**10 septembre** Les syndicats enseignants FSU-Snuipp, CGT Éduc'action et SUD éducation appellent à la grève dans les écoles

maternelles et élémentaires pour s'opposer au « choc des savoirs » et à la généralisation des évaluations.  
**1<sup>er</sup> octobre** La CGT appelle à une journée interprofessionnelle

de mobilisations et de grèves pour « gagner l'abrogation de la réforme des retraites, l'augmentation des salaires et pensions, l'égalité entre femmes et hommes, le renforcement des services publics ».

■ d'Orléans, dirigée par le maire divers droite Serge Grouard, mise quant à elle sur l'acquisition du foncier afin d'alléger la trésorerie.

À la tribune, face aux journalistes, aux clients, aux fournisseurs et aux élus locaux, François Marciano, directeur général fraîchement investi, semble dans un état d'excitation à la hauteur de l'événement. « Je suis avant tout un salarié associé, un duralexien, tout comme mes collègues duralexiennes et duralexiens », explique ce cadre empreint de bonhomie. Ses interventions et remerciements sont ponctués par la projection de courts films, dont celui sur l'histoire de cette ancienne usine Saint-Gobain, née il y a soixante-dix-neuf ans. Le ton, léger, est celui-ci de l'autodérision tant la marque n'a plus à être présentée. On y voit la naissance du verre Gigogne, puis du Picardie. Pourquoi ce nom de Durallex ? « Dura lex, sed lex, sans doute parce que les verres sont aussi durs que la loi », tente, incertaine, la voix off.

#### « LES COMMANDES SONT LÀ ET NOUS SAVONS LA TÂCHE IMMENSE »

Le directeur général égrène avec fierté la force de frappe de l'entreprise : « Nous avons 304 fournisseurs exclusivement français, notre catalogue compte 180 formes de verre différentes et pas moins de 1018 références commerciales. À plein régime, c'est-à-dire quand les cinq lignes sont à pleine puissance, nous pouvons produire 1200 palettes par 24 heures ! » L'entreprise, connue pour l'âge figurant au fond des verres de cantine, exporte à 80 % sa production dans 140 pays. Mais il reste de la marge, selon Vincent Vallin,

directeur stratégie et développement. « Grâce au digital, nous souhaitons valoriser notre présence sur les marchés chinois et américain. Nous allons parallèlement évoluer vers les boîtes de conservation qui répondent à des exigences environnementales », détaille-t-il. Valérie Barthe-Cheneau, la maire de La Chapelle-

Chaque euro placé par les salariés dans le capital de la Scop sera doublé par la région Centre-Val de Loire.

Saint-Mesmin, visiblement émue, rappelle qu'il y a eu jusqu'à 1500 salariés sur ce même site. « Beaucoup de gens, ici, ont une histoire avec Durallex, nous sommes contents d'accueillir la naissance de cette Scop, phénomène rare pour une entreprise industrielle de cette taille. »

Cette nouvelle aventure s'accompagne d'un autre acteur du « Made in France » : le Slip français. « Il n'était pas imaginable, pour nous, de voir ce symbole industriel sombrer sans rien faire », expliquent de concert Guillaume Gibault, son fondateur, et Léa Marie, sa directrice générale. Des slips frappés du logo Durallex sont ainsi commercialisés, une partie des recettes allant directement dans l'escarcelle de la jeune coopérative.

Si l'enthousiasme est palpable, les salariés savent qu'ils auront plusieurs défis à relever, au premier rang desquels celui des factures énergétiques et de l'emballage. « Les commandes sont là et nous savons la tâche immense, mais surtout, tous ces élans de soutien nous dépassent », confesse Vincent Vallin.

Pour ce lancement officiel, en ce jour de rentrée scolaire, les duralexien présentent fièrement leur collection originale baptisée « Allons enfants de la cantine ! ». Quoi de plus naturel pour cet emblème iconique à ce point attaché aux réfectoires ? ■

MOURAD GUICHARD

## Chez Spiders, créer des jeux vidéos n'amuse plus

**NUMÉRIQUE** Les salariés du studio de développement tenaient, ce lundi, leur premier piquet de grève. Ils exigent des augmentations de salaire et une meilleure organisation du travail.

Il y a comme un air de gueule de bois. Pendant le Covid, l'industrie du jeu vidéo a connu une véritable ivresse, l'argent coulait à flots. Spiders, petit studio francilien, s'est alors fait croquer par Nacon, son éditeur. L'entreprise a triplé en effectif, une deuxième ligne de production a été lancée... Mais de cette manne, les salariés n'ont pas vu la couleur, ils ont bien au contraire le sentiment d'en payer le prix.

Après avoir écrit une longue lettre ouverte à leur direction, et faute de retour de celle-ci, les salariés de Spiders se sont mis en grève, ce lundi, à l'appel du STJV (Syndicat des travailleurs du jeu vidéo). La chose est suffisamment rare, pour ne pas dire unique, dans le secteur, pour pousser la direction à rouvrir le dialogue, alors que celui-ci était bloqué depuis novembre 2023 sur le télétravail et depuis le printemps sur les salaires. Des collègues syndiqués du studio parisien Kylotonn, également propriété de Nacon, sont venus garnir le piquet de grève, devant les locaux. Ils partagent d'ailleurs l'essentiel des revendications. D'autant que

la nouvelle dirigeante de Spiders, Anne Devouassoux, est également présidente du Syndicat national du jeu vidéo (SNJV), soit la patronne des patrons du secteur.

#### « ILS VEULENT TOUT NÉGOCIER INDIVIDUELLEMENT »

Le mal-être est généralisé, selon l'enquête lancée par le comité social et économique (CSE) du studio, à l'occasion du développement de *GreedFall 2*, le nouveau jeu qui doit sortir fin septembre. « On ne sait pas vraiment qui donne les ordres, la direction ou l'éditeur ? D'un côté, on nous assure qu'on reste indépendants ; de l'autre, Nacon intervient sur l'orientation du jeu comme sur la politique salariale. On a développé un jeu sans avoir une vision constante du projet, puisque ça change en permanence », explique Nicolas, salarié du studio. Antoine, élu STJV au CSE, donne un exemple : « Des équipes ont dû refaire cinq ou six fois un même travail car, entre-temps, le jeu avait pris une orientation différente. Il y a un vrai problème d'organisation et de communication », déplore-t-il. Résultat, les salariés se désinvestissent, le travail perdant tout son

sens, et ils redoutent que cela ne se ressente dans la qualité du travail rendu. « On n'ose même plus employer ce mot, œuvre, souffle Nicolas. Car la direction utilise cet argument pour nous refuser toute augmentation de salaire au prétexte qu'on a de la chance d'exercer un métier qui est aussi notre passion. »

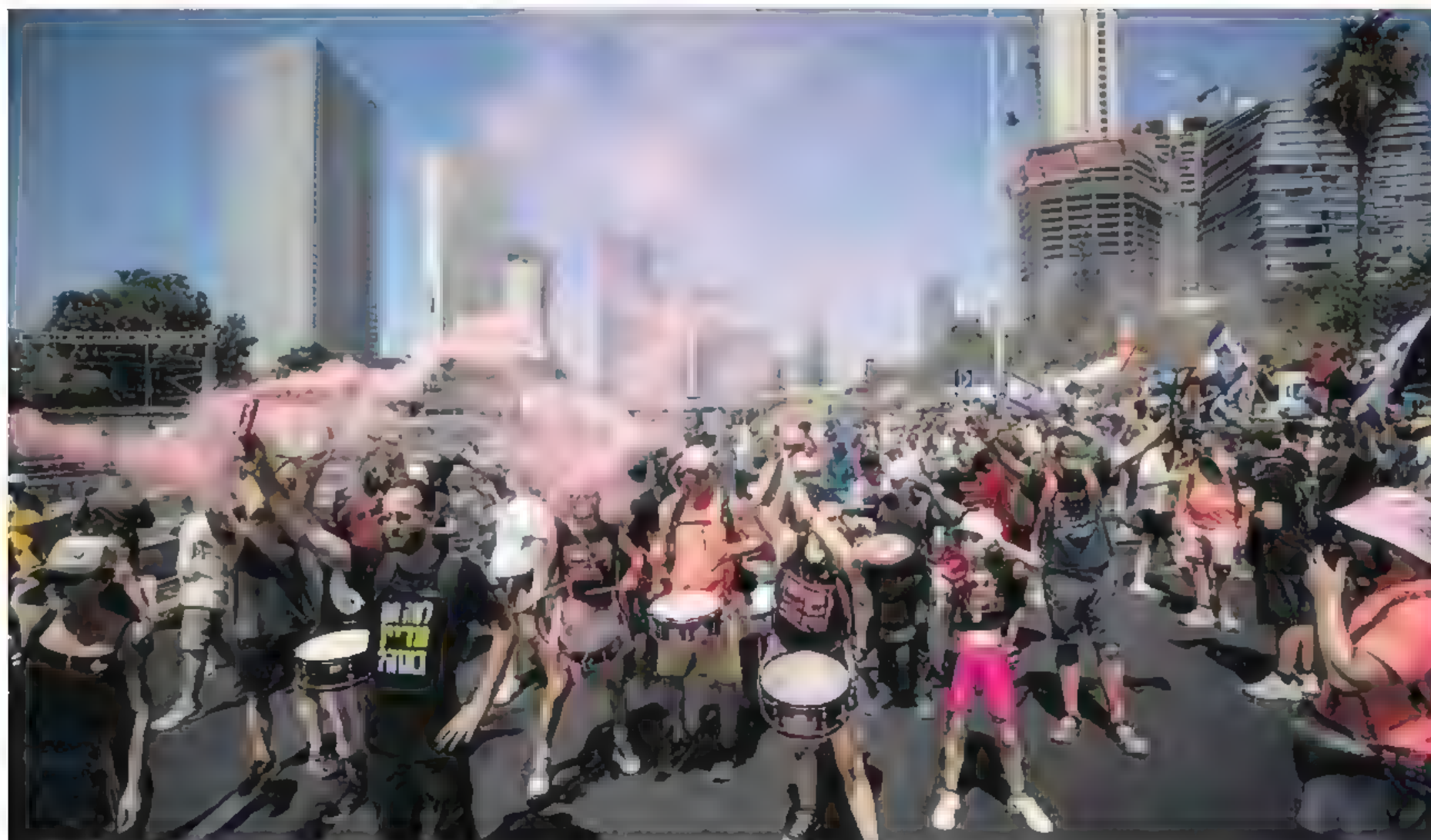
Payés à peine au-dessus du Smic, avec pour certains des emprunts étudiants jusqu'à 50 000 euros à rembourser, et sans perspective d'évolution, les salariés du studio ont le moral dans les chaussettes. Beaucoup avaient profité de la pandémie pour s'éloigner de la cherté des prix parisiens, mais la direction, qui refuse toujours tout accord sur le télétravail, exige un retour massif en présentiel. « Ils veulent tout négocier individuellement et ça passe très mal. Le studio était exemplaire sur cette pratique pendant plusieurs années, déplore Antoine. Pire, alors qu'ils le refusent pour les salariés, plusieurs dirigeants sont, eux, en télétravail permanent. » Lundi, la direction a annoncé qu'elle s'adresserait jeudi à l'ensemble des salariés. ■

PIERRIC MARISSAL



Lors du développement de *GreedFall 2*, les équipes ont travaillé « sans avoir une vision constante du projet, puisque ça change en permanence », explique Nicolas, salarié du studio. SPIDERS





Ce lundi, des manifestants rassemblés dans le centre de Tel-Aviv.

ANADOLU VIA AFP

# Manifestations en Israël, un tournant ?

**PROCHE-ORIENT** Plus de 500 000 personnes ont investi les rues après la découverte des corps de six otages à Rafah. Mais l'opinion, critique vis-à-vis de Netanyahu, ne l'est pas forcément concernant la guerre d'occupation.

**L'**horreur sera-t-elle stoppée de l'intérieur ? Ces derniers jours, un mouvement de protestation contre le gouvernement israélien, incapable de libérer les otages et d'arrêter les massacres à Gaza, essaima dans plusieurs villes d'Israël, et pas des moindres. À Tel Aviv, l'aéroport Ben Gourion était fermé ce lundi matin, comme certains services publics et commerces privés d'Haïfa ou de Jérusalem qui ont suivi l'appel à la « grève générale » lancé par la Histadrout, la principale confédération syndicale d'Israël, et le Forum des familles d'otages et de personnes disparues.

C'est justement la découverte de six nouveaux otages déçus, ce dimanche, qui a ravivé la colère des Israéliens. Malgré cela, le mouvement de grève a été freiné par l'opposition du tribunal du travail de Tel-Aviv, sous la pression du ministre extrémiste des Finances, Bezalel Smotrich.

Mais le gouvernement est impuissant à museler son peuple : à mesure que la nouvelle s'est propagée, des rassemblements ont été organisés ce dimanche, regroupant un demi-million de personnes dans tout le pays. Comme à Jérusalem où l'on chantait « *Les enfants sont des enfants, qu'ils soient arabes ou juifs* », et où des jeunes se sont massés devant le domicile de Benjamin Netanyahu avant d'être dispersés par la police et l'armée. Ou à Tel-Aviv, où les étudiants et les professeurs de l'Institut Weizmann, parmi lesquels le père d'un otage, ont investi dès le matin le quartier de Rehovot, au sud de la ville côtière. Le soir, des centaines de personnes ont bloqué l'autoroute d'Ayalon, en plein centre, pour réclamer le retour des otages restants, le cessez-le-feu, et demander des comptes au gouvernement d'extrême droite.

« La seule manière de sauver les otages restants et d'arrêter le massacre et la destruction à Gaza et en Cisjordanie occupée est un accord de cessez-le-feu, a rappelé le Parti communiste israélien (PCI) dans un communiqué. *Netanyahou agit depuis des mois pour empêcher un tel accord (...), c'est évident pour tous.* » Ces derniers jours, les rassemblements menés par les jeunes se sont multipliés, et la tenue de nouvelles élections fait aussi partie de leurs revendications. Mais la police israélienne a réprimé ces révoltes : à Tel Aviv, plusieurs personnes ont été arrêtées. L'une d'entre elles, la sœur d'un otage, a été frappée et conduite à l'hôpital.

## LA PLUS GRANDE MOBILISATION DEPUIS 2011

Ce lundi 2 août, le souffle n'est pas retombé. De nombreuses villes du pays comptent leur cortège de protestations. Plusieurs gares sont paralysées. Tel Aviv continue de voir des manifestants bloquer Ayalon et emplir les fourgons de la police. À Jérusalem, le dangereux extrémiste Itamar Ben-Gvir, ministre de la Sécurité nationale, en a profité pour s'adresser aux manifestants du Forum des familles d'otages : « *Vous nous donnez de la force. Continuez de crier et nous nous assurerons que Netanyahu ne plie pas et qu'il n'y ait pas d'accord irréfléchi.* » « *Il y a eu de grandes manifestations contre le gouvernement, ou pour les otages, que je ne me rappelle pas avoir vu en temps de guerre* », témoigne l'analyste politique Dahlia ■■■

**Le mouvement de grève a été freiné par l'opposition du tribunal du travail de Tel-Aviv.**



■ Scheindlin auprès du magazine israélo palestinien + 972. S'il n'en connaît pas encore les conséquences possibles, Efraïm Davidi, du comité central du PCI, considère lui aussi que ce soulèvement « est un tournant très important, la plus grande mobilisation depuis 2011 ». « Le gouvernement est isolé », observe-t-il, conscient des critiques que le régime de Benyamin Netanyahu a essuyé ces derniers mois, bien avant l'attaque du 7 octobre. Le premier ministre israélien s'est parfaitement adapté à l'autoritarisme de l'extrême droite sioniste depuis qu'il a dû intégrer au gouvernement ses représentants pour remporter les législatives de novembre 2022.

#### PAS DE TRÊVE POUR LA COLONISATION

Quelques mois plus tard, la population foulait le pavé contre la réforme judiciaire liberticide de l'exécutif. L'attaque du Hamas n'a rien arrangé. Tout en lançant un massacre dans la bande de Gaza, qui a tué plus de 40 786 personnes, le chef du gouvernement israélien a fait sauter quelques fusibles de l'armée pour rester en place. Il a même concentré son pouvoir en réunissant autour de lui un « cabinet de guerre », dissous en juin.

« Plus de la moitié des Israéliens considèrent que Netanyahu prolonge la campagne militaire pour rester au pouvoir, analyse Dahlia Scheindlin. Cela veut-il dire qu'ils souhaitent vraiment la fin de la guerre ? Pas exactement. » Outre le retour des otages et la démission de leur premier ministre, le cessez-le-feu réclamé par les manifestants ne remet généralement pas en cause la colonisation de la Palestine. Cette dernière ne connaît d'ailleurs pas de trêve, en témoignent les bulldozers qui rasent en ce moment les rues de Jéricho, en Cisjordanie occupée, ou les obus qui ravagent encore et toujours Gaza.

Fin mai, une enquête du Pew Research Center démontrait que 73 % des sondés pensaient que la réponse d'Israël à l'attaque du 7 octobre était « globalement bonne » ou « pas assez forte », et 40 % d'entre eux souhaitaient qu'Israël gouverne la bande de Gaza. Quant aux sondages électoraux, de plus en plus soutiennent que Benyamin Netanyahu pourrait remporter un prochain scrutin. Le premier ministre israélien commence pourtant à échauder son principal allié états-unien. Lundi, à la Maison-Blanche, Joe Biden a affirmé qu'un accord de cessez-le-feu était « très proche ». Lorsqu'un journaliste lui a demandé si Netanyahu en faisait assez pour le conclure, le président américain a tout simplement répondu : « Non. » ■

AXEL NODINOT

## « Amlo » laisse une gauche renforcée en héritage

**MEXIQUE** Le président quittera ses fonctions le 1<sup>er</sup> octobre, et léguera une économie stable, des avancées sociales et un bloc progressiste bien ancré à sa successeuse.

Il avait promis, lors de son élection en 2018, de « ne pas décevoir » ses électeurs, de travailler « d'abord pour les pauvres, pour le bien de tous », et d'engager la « 4<sup>e</sup> transformation du pays » – l'étendard de son programme de gouvernement –, soit un coup de barre à gauche toute dans un pays miné par des décennies de politiques néolibérales. On peut croire que le président mexicain, Andrés Manuel López Obrador (Amlo, de son surnom), a tenu parole, si l'on en croit sa cote de popularité – 73 % des Mexicains approuvent sa politique – quand il quittera son poste, le 1<sup>er</sup> octobre.

« Je vais prendre ma retraite la conscience tranquille ! » a-t-il lancé ce dimanche, dans un Zocalo (la place centrale de la ville de Mexico) rempli par des dizaines de milliers de partisans venus écouter son sixième et dernier rapport annuel de gouvernement, parfois en regrettant que la Constitution n'autorise pas sa réélection. Après un rappel historique des racines progressistes qui forment les bases actuelles « du peuple et de la nation mexicains », Amlo a prononcé un discours bilan dans lequel il est revenu sur les principaux succès de son

mandat : soutien aux populations les plus vulnérables grâce aux différentes allocations et aux programmes sociaux mis en place ; lutte contre la pauvreté (entre 5 et 9,5 millions de pauvres en moins, selon les calculs) ; améliorations dans le secteur de la santé ; lutte contre la corruption ; hausse des retraites et des salaires ; sauvetage des grandes entreprises énergétiques nationales avec un État renforcé et retrouvant un rôle moteur dans l'économie du pays...

#### RÉVOLUTION DES CONSCIENCES

« Nous n'avons jamais trahi le peuple (...) et nous avons prouvé qu'il est possible de gouverner dans l'intérêt de tous sans se soumettre aux agendas imposés par les organisations financières internationales ou par les puissances hégémoniques », a-t-il affirmé, rappelant aussi les obstacles bravés depuis 2018. « Pouvoir au service de l'oligarchie », « médias manipulateurs », adversaires prêts à toutes les calomnies... Mais, pour lui, pas de doute : « La révolution des consciences » est en marche et sa continuation est assurée avec à celle qui prendra le relais dans quelques semaines, la future présidente, Claudia Sheinbaum.

Largement élue en juin (avec près de 60 % des voix, sous l'étiquette de la gauche au pouvoir et en promettant de poursuivre les politiques d'Amlo), l'ex-maire de Mexico recevra l'écharpe présidentielle avec un cadeau non négligeable : une économie stable et une gauche en position de force (dotée de la majorité qualifiée) dans la nouvelle législature, tout juste entrée en fonction. De quoi faire adopter la vingtaine de réformes constitutionnelles que le président sortant a légué, jusqu'ici bloquées par la droite.

Mais, si nombre de ses soutiens qualifient bien volontiers Amlo de « meilleur président de l'histoire », force est de constater qu'il laisse derrière lui un pays politiquement fracturé, tant les clivages idéologiques ont quasiment divisé la population en deux camps. Ce pendant, est-ce vraiment une mauvaise chose dans un Mexique si longtemps habitué à l'apathie politique ? Si, hier, une grande partie de la population ne se souciait guère de la vie politique, aujourd'hui tout le monde sait où il se situe sur l'échiquier partisan, et le bloc progressiste est en bonne voie pour poursuivre la « 4<sup>e</sup> transformation du pays ». ■

LUIS REYGADA

● Si on m'avait dit, quand j'ai posé ma plume au début de l'été, que la France n'aurait toujours pas de nouveau gouvernement à la rentrée, j'aurais eu du mal à le croire ! En revanche, autre surprise de taille, la campagne électorale américaine a fait volte-face. Tout semblait gagné pour Trump, héros ayant réchappé d'une tentative d'assassinat, et les chances de Kamala Harris d'être nommée paraissaient limitées, mais du jour au lendemain, tout a changé. Cela dit, moi qui n'aime pas beaucoup faire des prédictions, je parie que, comme en France, tout ça ne mènera à aucun changement significatif. Le gouvernement Harris n'écouterait pas plus la gauche américaine que Macron n'écoute la gauche française.

Mais notre été a évidemment été marqué par une autre grande actualité, les jeux Olympiques, et je n'ai pas eu l'occasion d'ajouter mon grain de sel. Pourtant, j'étais particulièrement frustrée par les polémiques qui ont suivi la compétition de breaking. Les B-Boys et B-Girls étaient tous exceptionnels, ou presque. Une performance désastreuse a suffi à invisibiliser leur talent auprès d'un public globalement ignorant de la culture hip-hop. Et c'est, à mon

### REGARD SUR LE MONDE, LA CHRONIQUE DE CHARLOTTE RECOQUILLON



JULIEN JARIN/WANDELICAS

## On tourne tous sur la tête

sens, la racine du problème. La programmation d'une compétition de breaking aux JO était une manœuvre politique pour rajeunir le public de cette gigantesque opération commerciale. Cela s'est fait en dépit des réticences de la communauté qui, dès 2017, signait une pétition de mandant au CIO de ne pas laisser la Fédération internationale de danse de salon (WDSF) prendre la main sur une

discipline avec laquelle elle n'a aucun lien. C'est une histoire passionnante mais, pour résumer, malgré son absence de légitimité et de compétences en la matière, la WDSF a pris le contrôle de l'organisation de la compétition de breaking, et notamment pu décider des processus de qualification, du système de vote...

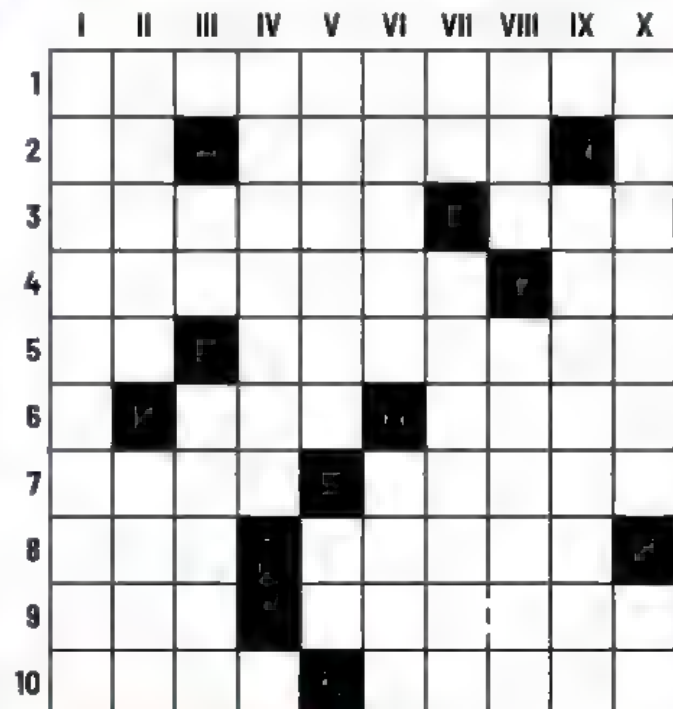
Personnellement, toutes ces polémiques m'ont permis de me faire une opinion plus tranchée : le breaking n'est pas un sport olympique, c'est un art. La culture hip-hop appartient à ceux qui la pratiquent, la font vivre, et ne peut être réglementée par des institutions extérieures. Comme pour toutes les autres disciplines, ce dont le hip-hop a besoin, ce sont des ressources pour permettre aux danseurs de pratiquer leur art. De toute façon, il n'y aura pas de break aux JO de Los Angeles en 2028. Et avant qu'on parle des nouvelles disciplines sportives, la ville devra gérer un autre problème : plus de 75 000 personnes dorment dans la rue. Et comme à Paris, on imagine que les pouvoirs publics essaieront de cacher cette misère. Un récent rapport estime qu'en 2023, au moins 2 000 personnes sans domicile sont mortes à Los Angeles, soit six par jour !



## Carnet

**Jean Dréan est décédé à Quimper (Finistère)** à l'âge de 91 ans. Adhérent du PCF à la section de Morlaix, le cheminot retraité avait adhéré à la CGT et au PCF pendant la guerre d'Indochine en 1953. Il ira en coopération en Algérie après les accords d'Evian pour aider le jeune État indépendant à exploiter ses infrastructures ferroviaires. De retour en France en 1969, il est transféré à Trappes (Yvelines) avant de regagner sa Bretagne natale. Grande figure de la CGT cheminots et du Parti communiste finistérien, le militant infatigable était doté d'un solide sens de l'humour, d'une gouaille et d'une détermination sans faille, malicieux, généreux, fraternel, toujours passionné et solide dans ses convictions sans être sectaire. Ses obsèques auront lieu le vendredi 6 septembre avec une cérémonie d'hommage à 13 h 30 avant la crémation (crématorium de Quimper, 15, allée Meilh-Stang-Vihan). *l'Humanité* présente ses condoléances à sa famille et à ses proches.

## MOTS CROISÉS N° 24 018 par Martial Dubois



### HORIZONTALEMENT

1. Combats meurtriers. 2. En quel lieu. Renouveler l'air d'un lieu. 3. Organe de la gestation. Une belle saison estivale. 4. Passepoils. Idem. 5. Aluminium. Nonnette. 6. À côté de. Poids non marqué. 7. Légèrement ivres. Bordures d'une toiture. 8. Canal reliant la Meuse et la Moselle à la Saône. Général et homme d'État portugais. 9. Brame. Mouche soporifique. 10. Marche longuement au hasard. Ville d'Allemagne sur la Ruhr.

### VERTICALEMENT

1. Pomme de terre cuite et dorée avec des oignons. 2. Instrument de travail. Fils de Jacob. 3. Sur une peau d'âne. Superposer des poissons sales dans des barriques. 4. Jeûnes. 5. Livres de prières. Agent de liaison. 6. Anneaux de cordages. Passe très près. 7. Île du littoral Atlantique. Lustrés. 8. Vieille colère. Très mauvais films. 9. Femme jalouse et agressive. 10. Peaux retournées. Dans.

**SOLUTION HORIZONTALEMENT** 1. Boucheries. 2. Ou. Aérer. 3. Utérus. 4. Liserés. 5. Al. Mésange. 6. Les. 7. Gais. 8. Rives. 9. Rée. 10. Erre. Essen. **SOLUTION VERTICALEMENT** 1. Boulangerie. 2. Outil. 3. Aser. 4. Es. 5. Liter. 6. Carèmes. 7. Heures. 8. Rase. 9. Erres. 10. Rée. 11. Ré. 12. Satinés. 13. Ire. 14. Navets. 15. Tigresse. 16. Suédées. 17. En.

## l'Humanité

**Fondateur** Jean Jaurès **Directeur** Fabien Gay  
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Société nouvelle du journal l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1957)  
**Capital social** 3 000 000 euros **Siège social** 5, rue Pleyel, Immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX  
**Téléphone** 01 49 22 72 72  
**Service aux abonnés** Tél. : 01 55 84 40 30  
E-mail : relationlecteur@humanite.fr  
**Vente en kiosques**  
Gestion, réglage et promotion : agence Boconseil  
Tél. : 09 67 32 09 34.

E-mail : oborscha@boconseilame.fr  
**Vente militante** 01 49 22 73 47  
**Publicité** Comédiance. Olivier Valentin, président  
Tél. : 01 49 22 74 51 (commerciale)  
Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)  
Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)  
**Directoire**  
Fabien Gay, président du directoire et directeur de la publication ; Maud Vergnol, codirectrice de la rédaction ; Anthony Daguet, secrétaire général et codirecteur de la publication ; Silvere Magnon, directeur des développements  
**Conseil de surveillance**  
Jean-Louis Frostin, président

**Actionnaires principaux** SAS Fonds d'Humanité, Association des lectrices et des lecteurs de l'Humanité  
**Impression** POP (La Courneuve), SMP (Vitrolles), Nancy-Print, CILA (Nantes), MidiPrint (Gallargues)  
**Numéro ISSN** 0242-6870  
**Dépôt légal** Date de parution  
**Commission paritaire** 1124 C 79615  
**Tirage du vendredi 30 août** 46 968 exemplaires  
Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique et Espagne. 60% ou 100% de fibres recyclées IFDG.  
Eutrophisation Ptot : 0,01 kg/tonne



**LES VOYAGES**  
**l'Humanité**

# Cuba

CUBA NE SE RACONTE PAS.  
CUBA SE VIT.

**DU 18 NOVEMBRE AU 11 DÉCEMBRE 2024 • À PARTIR DE 1 000 €**

**LE +**  
VOYAGE ACCOMPAGNÉ PAR  
MAÏTÉ PINERO, EX-CORRESPONDANTE  
DE L'HUMANITÉ EN AMÉRIQUE LATINE

**RENSEIGNEMENTS  
ET RÉSERVATIONS**  
Association Cuba Linda  
05 53 08 96 66  
cubalinda@wanadoo.fr  
voyage@humanite.fr

**l'Humanité** **l'Humanité** **l'Humanité**

**LES VOYAGES**  
**l'Humanité**

# Viêt Nam

Du Nord au Sud

**DU 24 NOVEMBRE AU 9 DÉCEMBRE 2024 • À PARTIR DE 1 295 €\***

**LE +**  
VOYAGE ACCOMPAGNÉ PAR  
DOMINIQUE BARI, EX-CORRESPONDANTE  
DE L'HUMANITÉ EN ASIE

**RENSEIGNEMENTS  
ET RÉSERVATIONS**  
LVJ - TLC VACANCES  
06 85 07 88 02  
contact@lvj-voyages.com

**l'Humanité** **l'Humanité** **l'Humanité**



1 En glanant le bronze dans la catégorie K44-57 kg, la taekwondoïste Palesha Goverdhan a offert au Népal la première médaille de son histoire, tous Jeux confondus. « *Je suis une fille des montagnes. Et les montagnes ont gagné* », s'est félicitée l'athlète de 21 ans.



### Carton vert Valentina Petrillo, première paralympienne transgenre

La sprinteuse italienne malvoyante a couru hier le 400 m dans la catégorie T12, devenant la première sportive transgenre à participer aux jeux Paralympiques depuis leur création,

en 1960. Même si elle ne monte pas sur le podium, elle vit sa participation comme « *une vraie victoire* » et espère être « *la première de beaucoup d'autres* ». Depuis qu'elle a manqué « *d'un*

souffle » sa qualification pour les jeux Paralympiques de Tokyo en 2021, l'athlète, âgée aujourd'hui de 50 ans, ne « *pensait plus qu'à Paris* », où elle a remporté deux médailles de bronze, en 200 et 400 m, aux championnats du monde de para-athlétisme en 2023.

AFGHANISTAN

# Des sportives porte-drapeaux de leurs sœurs emmurées

Alors que les regards du monde entier sont tournés vers les Jeux de Paris 2024, les athlètes afghanes et leurs soutiens en profitent pour sensibiliser l'opinion publique et la communauté internationale à la situation dramatique des femmes sous le régime des talibans.

«

Il est important pour moi de montrer ma force aux femmes et aux filles afghanes du monde entier. Ma médaille doit les inspirer en leur montrant qu'elles peuvent exceller dans le sport et qu'elles ne doivent jamais avoir peur d'y prendre part. J'espère que le monde n'oubliera pas les femmes et les filles d'Afghanistan », a déclaré la taekwondoïste Zakia

Khudadadi en recevant sa médaille de bronze, après sa victoire dans la catégorie K44 des moins de 47 kg. Plus que son bras atrophié à cause d'une malformation congénitale, son principal handicap est d'être née femme, dans un pays où celles-ci sont désormais emmurées vivantes. C'est pourquoi la championne de 25 ans, qui a réussi à échapper aux talibans, considère sa médaille, la première de l'histoire pour une membre de l'équipe des réfugiés paralympiques, comme une victoire à la fois sportive et symbolique. Celle qui s'entraîne avec Haby Niaré, la même coach que Djelika Diallo, fraîchement médaillée d'argent de l'équipe de France au parataekwondo (moins de 65 kg), espère obtenir rapidement la nationalité française pour rejoindre le Bleu, son équipe de cœur. Elle

a réussi à briller tant par son exploit sportif que par son engagement auprès de ses « *sœurs afghanes* ».

Durant les épreuves olympiques, d'autres Afghanes ont dû mettre de côté leurs performances pour porter aux yeux du monde la condition des femmes de leur pays. C'est le cas de la danseuse de hip-hop Manizha Talash, 21 ans. Lors de l'épreuve olympique de breaking, elle a arboré une cape bleue, comme les burkas imposées aux femmes de son pays, sur laquelle figuraient deux ailes stylisées et portant l'inscription « *Free Afghan Women* » (« *Libérez les femmes afghanes* »), ce qui lui a valu d'être disqualifiée. Ce geste, bien qu'elle considère qu'il n'était pas « *politique* »,

mais un simple « *message au monde* », la jeune femme l'a mûrement réfléchi : « *C'est une chose à laquelle j'ai pensé durant quatre mois, jour et nuit* », a-t-elle raconté lors de l'événement « *Les jeux des Afghanes* », organisé dimanche 1<sup>er</sup> septembre par le collectif N'oublions pas l'Afghanistan, au centre sportif Élisabeth, stade parisien emblématique du combat pour la démocratisation du sport féminin. « *Il y avait, d'un côté, mes rêves à moi, et puis il y a le sort des femmes afghanes, le sort de mes amies, de mes camarades. Et cette cause-là est plus importante que mon rêve personnel* », a tranché Manizha Talash, n'imaginant cependant pas que cette action serait pour elle synonyme d'exclusion de toute



Le 29 août à Paris, Zakia Khudadadi et sa coach, Haby Niaré, célèbrent leur médaille de bronze en moins de 47 kg.

IMAGE OF SEOR ALUDON/INT'AFGHANISTAN/AFGHANISTAN/AFGHANISTAN



« J'offre la première médaille d'or à la France en boccia, j'espère que ce sera davantage médiatisé et que ça ne s'arrêtera pas à Paris. » AURÉLIE AUBERT (27 ANS, 18<sup>e</sup> MONDIALE), VICTORIEUSE 5-4

EN FINALE DE LA NUMÉRO 2 MONDIALE, LA SINGAPOURIENNE JERALYN TAN YEE TING, EN CATÉGORIE BC1 (PARALYSIE CÉRÉBRALE ET ASSIMILÉE, ENTRAÎNANT UNE ATTEINTE SÉVÈRE DES QUATRE MEMBRES).



### Carton jaune N'oubliez pas les agitos !

Bataille des logos pour l'après-Paris 2024. Alors qu'Anne Hidalgo, maire de Paris, souhaite voir les anneaux olympiques rester sur la tour Eiffel, le Comité international paralympique l'invite à permettre aux « agitos », installés sur la façade de l'Arc de triomphe, de « rester durablement dans la ville ».

compétition. Mais qu'importe, la jeune femme est guidée par son âme d'artiste hip-hop et, dit-elle, « agi(t) aussi comme une bombe car (elle est) née au milieu des bombes ».

#### ÊTRE À LA HAUTEUR DE LEUR COURAGE

« Je ressens une responsabilité vis-à-vis des filles qui sont en Afghanistan, parce qu'elles ne peuvent pas parler, elles n'ont pas d'interview. Elles ne peuvent rien faire... » a pour sa part déclaré, le 2 août, la sprinteuse Kimia Yousofi, à l'issue de sa série du 100 mètres, disputée sous la bannière de l'Afghanistan (bien que le gouvernement taliban ait annoncé ne pas reconnaître les trois femmes de la délégation), dans laquelle elle s'est classée dernière, loin de son record personnel. Mais elle avait atteint son but : crever l'écran à l'arrivée en exhibant le revers de son dossard sur lequel elle avait écrit, aux couleurs du drapeau afghan : « Education, Sports, Our Rights » (« Education, sports, nos droits »). L'athlète de 28 ans, qui vit en exil en Iran, dit avoir voulu « profiter de ce moment unique pour rappeler au monde entier, sans agressivité, sans polémique mais avec des mots très simples et très neutres, ce qui se passe en Afghanistan ». Elle faisait allusion à une nouvelle loi, promulguée par les talibans le 31 juillet, réduisant encore les droits des femmes. « Depuis trois ans que les talibans sont au pouvoir, les droits des femmes se sont amenuisés progressivement, à coups de décrets qui aujourd'hui se concrétisent par une loi de plus de 100 pages et de 35 articles qui nie jusqu'à leur droit d'élever la voix ou de réciter un poème, de circuler librement, de s'instruire et d'être soignées », souligne Sotoda Hashemi, présidente du collectif N'oublions pas l'Afghanistan.

Saluant l'engagement et la prise de risque des athlètes, Marie-George Buffet, ancienne ministre (PCF) de la Jeunesse et des Sports, a dénoncé le trop peu de résonance qu'ont eue les combats des démocrates afghans. « Il faut que nous soyons à la hauteur du courage de ces athlètes, a insisté celle qui a fondé une association pour faciliter l'exfiltration des sportives afghanes. Je pense que la France doit prendre l'initiative d'une conférence internationale de soutien aux femmes afghanes et aux résistants et résistantes afghanes face au pouvoir illégitime des talibans. » ★

EUGÉNIE BARBEZAT

#### PARATHIATHLON

## Jules Ribstein et Alexis Hanquiquant seuls en Seine

Les deux Français ont outrageusement dominé leur catégorie pour décrocher une médaille d'or, lundi, lors des premières épreuves de ces Jeux ouverts gratuitement au public.

Un poulet en guise de chapeau, calepin dans les mains, Philippe tente d'expliquer au public, nombreux au bord de la route malgré la rentrée des classes, le déroulé de chaque course de paratriathlon. Mais, avec 11 compétitions dans la même matinée et jusqu'à 6 catégories roulant ou courant en même temps, il fallait être très concentré pour tout comprendre : « Là, ce sont les premiers des PTS5 et, juste derrière, les cinquièmes des PTVI féminines », explique le quinquagénaire en français et en anglais pour satisfaire les supporters britanniques. Certaines annonces ont plus de succès, comme quand Philippe crie : « Alexis Hanquiquant arrive à vélo, il a déjà plus d'une minute d'avance ! »

Seul au monde, le Français a profité d'un bain de foule permanent pour s'adjuger son deuxième titre paralympique (PTS4), acquis très tôt alors qu'il a

dominé la natation dans la Seine avant d'accroître son avance. Porte-drapeau français, dans les derniers relayers de la flamme olympique puis paralympique, Alexis Hanquiquant renforce aussi, avec cette victoire, sa notoriété. Le grand public découvre le parcours de cet ancien maçon, victime d'un accident du travail en 2010, quand un engin de chantier est tombé sur sa jambe droite. Quarante opérations et une amputation plus tard, l'ancien boxeur a repris le sport dans la piscine, avant que l'achat d'une prothèse lui permette d'ajouter le cyclisme et la course pour devenir le triathlète imbattable qu'il est depuis cinq ans et 28 courses.

#### L'ANXIÉTÉ, ADVERSAIRE MAJEUR POUR LA VICTOIRE

Après l'arrivée, lundi, Alexis Hanquiquant a dû interrompre les questions des journalistes quand un certain Jules Ribstein, tout fou, a sauté sur lui en criant de joie. Le Strabourgeois de 38 ans

n'était pas redescendu de son nuage, deux heures après sa victoire dans la catégorie PTS2. Amputé au niveau de son fémur gauche depuis un accident de moto en 2008, Jules Ribstein, quadruple champion du monde, était aussi le grand favori de sa course. Mais pour conquérir l'or, il a dû combattre une grande anxiété, qui a failli le faire flancher : « Les derniers jours, j'étais au paroxysme de la tension. Ce matin, j'avais les jambes en coton, je n'étais pas du tout dans mon meilleur état. Mais ça rend ce titre encore plus beau. »

Cette matinée festive sur les quais de Seine a offert deux autres médailles au clan français. Et même quatre, avec ces deux duos guide-athlète déficient visuel. Thibaut Rigau deau accompagné de Cyril Viennot et Antoine Perel avec Yohan Le Berre ont fait preuve d'une grande synchronicité dans les trois épreuves pour arracher respectivement l'argent et le bronze. ★

FLORENT LE DU

« Je voulais prouver que si l'on veut vraiment quelque chose, on peut y arriver. » C'est le message envoyé par l'Afghane Zakia Khudadadi, qui a marqué l'histoire en décrochant en taekwondo la première médaille de l'équipe paralympique des réfugiés composée cette année de huit athlètes, dont elle est la seule femme. Mais, même si elle parle avec ses tripes et qu'on brûle de lui donner raison, mon travail auprès du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) m'a montré les limites du propos de la championne. En septembre 2021, juste après le retour des talibans au pouvoir en Afghanistan, le HCR a ainsi eu vent d'une cinquantaine d'activistes handicapés menacés en raison du soutien financier apporté à leur ONG locale par les États-Unis. Cependant, le manque d'accessibilité à l'aéroport de Kaboul et aux processus d'évacuation les a empêchés de quitter le pays.

À ce type d'obstacles peuvent s'ajouter des considérations de genre, les femmes se heurtant à des barrières supplémentaires telles que les normes sociales leur interdisant de quitter leur maison. De nombreux experts, comme

#### LA CHRONIQUE DE GÜLER KOCA

SPECIALISTE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION À L'OIT, EX-MEMBRE DE L'ÉQUIPE DE FRANCE DE GOALBALL



### À la croisée des systèmes d'oppression

Benafsha Yaqoobi, militante afghane pour les droits des personnes handicapées, ont ainsi démontré que les femmes et filles en situation de handicap avaient plus de risques d'être abandonnées par leur famille en cas de déplacement forcé. Certaines d'entre elles ont même pris la décision de rester dans leur village, pour ne pas entraver la fuite de leurs proches.



Vouloir quelque chose, se donner les moyens d'atteindre ses rêves et y croire demeure un pilier de la réussite, mais cela ne suffit pas toujours et de nombreux paramètres s'invitent brutalement sur nos chemins. C'est d'autant plus vrai lorsqu'une personne se trouve à la croisée de plusieurs systèmes d'oppression. Une femme migrante en situation de handicap peut être discriminée de façon consécutive en raison de son sexe, de son statut de migrant ou encore de son handicap. Mais ces motifs de discrimination peuvent aussi agir simultanément, comme une femme stigmatisée dans un milieu professionnel masculin, empêchée d'évolution de carrière sous couvert de son handicap et contrainte d'accepter des miettes pour justifier d'un emploi stable et rester sur le territoire français.

Les mouvements féministes et sociaux ne peuvent se contenter d'une approche à axe unique, des ponts doivent être bâtis entre eux pour intégrer ces nuances dans leur travail. Et le Défenseur des droits doit s'adapter à ces formes d'oppression croisées pour mieux refléter la réalité vécue par les personnes appartenant à plusieurs groupes marginalisés. ★

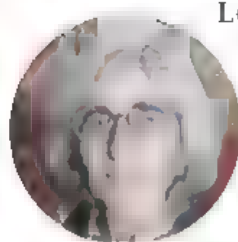


# LE PRIX DU POLAR

## Dix auteurs, tous coupables ?

### LAURENCE BIBERFELD

**Grain d'hiver** (éditions In8)



Longtemps institutrice, Laurence Biberfeld manie la plume depuis l'enfance. Poèmes, contes, romans... elle finit par quitter l'éducation nationale en 1999 pour l'écriture. Elle publie son premier polar, *la B.A. de Cardamone*, en 2002. Avec *Grain d'hiver*, elle nous raconte l'histoire d'Edoyo, accusée d'avoir assassiné son conjoint. La violence, les exils, les liens du sang, l'amour sans condition sont au cœur de ce nouveau roman.

### ANTOINE BLOCIER

**Sidéral** (les éditions du Horsain)



Antoine Blocier a fait ses classes dans l'action socioculturelle, avant la fonction publique territoriale. L'homme se dit « auteur du dimanche » mais compte à son actif quelques polars, dont une aventure mémorable au Poulpe, *Templiers.com*. Militant politique, il est l'auteur de plusieurs pamphlets. Avec *Sidéral*, où il fait le récit d'une enquête sur la mort suspecte de deux spationautes, il signe un roman inclassable.



### MAURICE GOUIRAN

**On n'est pas sérieux quand on a 17 ans** (M + Éditions)



Docteur en mathématiques, spécialiste mondial en informatique de la gestion des incendies de forêt, Maurice Gouiran a visiblement besoin d'échapper aux chiffres et aux modèles. En 2000, il publie *la Nuit des bras cassés*, le premier d'une série de polars originaux et engagés où l'intrigue se mêle aux tragédies du XX<sup>e</sup> siècle. *On n'est pas sérieux quand on a 17 ans* s'inscrit dans cette veine. À l'été 1961, Bro, un jeune Polonais, s'est installé à Lovère, un village près de Marseille. Il y a trouvé un travail et une amoureuse, mais nourrit une drôle d'obsession. Chaque soir, il se rend au bar pour suivre les retransmissions du procès Eichmann.

**VILLAGE DU LIVRE** Le premier Prix du polar *l'Humanité* sera décerné à l'issue d'un procès. Un jury populaire de lectrices et lecteurs de notre journal départagera les dix auteurs en lice.



**A**ccusés, levez-vous ! Le premier Prix du polar *l'Humanité* sera décerné samedi 14 septembre, à partir de 17 h 30, à l'espace débats du Village du livre. Créé en partenariat avec le Syndicat des avocats de France (SAF) et le Syndicat de la magistrature (SM), le prix sera remis à l'occasion d'un faux procès d'assise. Les dix auteurs en lice, cinq hommes et cinq femmes, s'assoieront sur le banc des accusés.

Le romancier Gilles Del Pappas, qui présidera le tribunal, explique : « On leur reproche d'avoir commis des polars au sens que donnait Jean-Patrick Manchette. » Pour l'écrivain et spécialiste du genre, aujourd'hui disparu, « polar signifie roman noir et violent » et « tandis que le

roman policier à énigme de l'école anglaise voit le mal dans la nature humaine – mauvaise –, le polar voit le mal dans l'organisation sociale transitoire ». Tous les styles de polar sont représentés : politique, historique, régional, social ou encore d'anticipation. Tous les romans sélectionnés ne sont pas de cette rentrée littéraire mais pour cette première édition « nous avons aussi souhaité distinguer certains auteurs pour l'ensemble de leur œuvre », poursuit le président du tribunal.

Les magistrats du SM prononceront les réquisitoires, les avocats du SAF assureront la défense des accusés. Après un dernier mot de leurs clients, le jury, composé de lectrices et lecteurs du journal et qui a mis à profit l'été pour se plonger dans les romans, rendra son verdict. Il désignera également la meilleure plaidoirie. ■

PIERRE-HENRI LAB



**FLORENCE BREMIER**  
**Les héros sont fatiguant !**  
(éditions Grrr... art)



Dans une vie précédente, Florence Bremier était comptable après avoir poursuivi des études littéraires. Autant dire qu'elle sait brouiller les pistes. Après un accident de ski, en 1998, elle délaisse les chiffres pour les lettres et la danse. Elle publie son premier roman en 2007, *De mémoire d'assassin*. *Les héros sont fatiguants !* est son deuxième roman, publié en 2009. Ce polar antique et humoristique (sélectionné pour le Prix marseillais du polar 2009) lève le voile sur la vie cachée des personnages de l'*Odyssée*

**JEANNE DESAUBRY**  
**Poubelle's Girls**  
(éditions Lajouanie)



De son propre aveu, l'envie d'écrire la taraudait depuis l'âge de 7 ans, mais avant de se consacrer à l'écriture, Jeanne Desaubry a connu plusieurs vies : étudiante, cadre hospitalière, puis institutrice. Désormais, elle ne vit plus que pour le roman noir, comme éditrice et autrice. Dans *Poubelle's Girls*, elle nous conte la folle histoire d'Élisabeth et de Paloma. La première élève seule son enfant et exerce des petits boulots, la seconde squatte les bancs publics. Pour en finir avec les fins de mois difficiles, les deux pétroleuses se lancent dans le braquage. Un roman noir revendicatif...

**NICOLAS JAILLET**  
**La Maison** (éditions Milady)



Nicolas Jaillet a l'habitude de brûler les planches. Comédien et auteur de théâtre, il a participé à plusieurs compagnies. Ami d'Alexis HK, avec qui il écrit des chansons, boit et fume comme il le confesse lui-même sur son blog, il s'est aussi essayé au cinéma expérimental et a même repris des études. Ce touche-à-tout s'est donc lancé dans le roman. Avec *La Maison*, polar psychologique, il raconte l'histoire d'une femme qui épouse un homme qu'elle n'aime pas. Pendant des

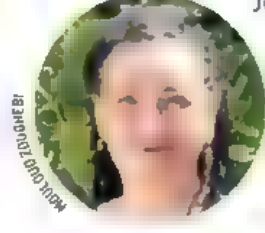
années, elle élève leur enfant et souffre en silence de la violence de son conjoint, mais prépare son évasion...

**LOUISE OLIGNY**  
**Colère chronique**  
(le Livre de poche)



La Québécoise Louise Oligny, installée en France depuis 1989, travaille comme photographe-reporter. Elle mène également de nombreux projets artistiques mêlant photographie, vidéo et musique. Avec *Colère chronique*, elle livre un premier polar social féroce et déjanté : quand le directeur de l'hebdo qui l'a licenciée abusivement, quelques mois auparavant, est tué dans un attentat, les émotions de Diane oscillent entre joie et angoisse. Ne serait-elle pas pour quelque chose dans cette disparition ?

**MICHÈLE PEDINIELLI**  
**Sans collier** (éditions de l'Aube)



Journaliste de formation reconvertie dans la conception éditoriale Web et le communication digitale, Michèle Pedinielli est l'autrice de nouvelles et de plusieurs polars. Avec *Sans collier*, elle conte une nouvelle enquête menée par Ghjulia Boccanera, dite Diou. Cette fois-ci, la quinquagénaire part à la recherche d'un jeune ouvrier moldave disparu sur un chantier à Nice alors qu'au même moment son patron est victime d'une crise cardiaque. La coïncidence n'en est pas une. L'histoire se mêle à celle des années de plomb de la proche Italie...

**GÉRARD STREIFF**  
**Le Sosie** (la Déviation)



Les lecteurs de *L'Humanité* sont nombreux à connaître Gérard Streiff, qui fut correspondant du journal à Moscou. Auteur prolifique, il s'est lancé dans la littérature à la fin des années 1990 et a publié une trentaine d'ouvrages dont la récente biographie *Missak et Meline Manouchian : un couple dans la résistance* (éditions de l'Archipel). Avec *Le Sosie*, la nouvelle enquête de Chloé Bourgeade nous plonge dans les années 1970, la guerre froide, les dessous du PCF et les secrets de l'un de ses dirigeants, Jean Kanapa.

**PASCAL THIRIET**  
**Vos entrailles à nos chiens**  
(Jigal éditions)



Ancien autostoppeur aux États-Unis et au Guatemala, où il effectua un bref séjour en prison, Pascal Thiriet fonde à son retour en France une communauté situationniste. Tour à tour fabriquant de santons, convoyeur de bateaux, garagiste, typographe et professeur de maths, il publie son premier roman, *J'ai fait comme elle a dit*, en 2013. Dans *Vos entrailles à nos chiens*, il est question du retour de Lydia dans son village, dans des circonstances quelque peu sanglantes puisque quelqu'un n'a rien trouvé de mieux que de suspendre des corps de touristes éviscérés dans les arbres de la forêt toute proche...

**ILS SERONT ÉGALEMENT AU VILLAGE DU LIVRE**

Angela Davis présentera *Mumia : la plume et le poing* (éditions le Temps des cerises), ouvrage collectif de soutien à Mumia Abu Jamal. Elle dialoguera avec Alain Mabankou, samedi 14 septembre, à 15 h 15. Le Village du livre accueille également des dizaines d'auteurs en débat et en dédicace sur le stand de leur éditeur et à la librairie,

parmi lesquels Dalya Daoud, Clara Mautalent, René Moustard, Monique Pinçon-Charlot, Gwenn Dubourthoumieu, Raquel Varela, José Vieira, Ugo Palheta, Anne Jollet, Saliha Boussedra, Gérard Noiriell, Julie Pagis, Guilhem Mevel, Florian Gulli, Gérard Mordillat, Fanny Madeline, Florian Besson, Nicolas Offenstadt, Christian Langeois, Jean-Pierre

Siméon, Nicolas Renahy, Nikos Maurice, Bernard Thibault, Maxime Gelly-Perbellini, Michèle Riot-Sarcey, Baptiste Giraud, Bruno Palier, Irénée Régnault, Arnaud Saint-Martin, Mathilde Larrère, Jean-Louis Robert, Catherine Mills, Frédéric Boccara, Alain Hayot, Bernard Vasseur, Bernard Friot, Éric Le Lann...

**UNE HISTOIRE POPULAIRE DES JEUX OLYMPIQUES**

**POUR COMMANDER EN LIGNE ET RÉGLER PAR CARTE BANCAIRE, CAPTUREZ CE QR CODE À L'AIDE DE VOTRE SMARTPHONE**

**JE COMMANDE :**

la hors-série *Une histoire populaire des Jeux Olympiques* au prix de 9,90 € + 3 € de frais de port, soit 12,90 € x  exemplaire(s) =  €

Total de ma commande  €

PRÉNOM

NOM

ADRESSE

VILLE

CODE POSTAL

TÉLÉPHONE

E-MAIL

\* Délai de livraison de 10 à 12 jours \*\* France métropolitaine

**À renvoyer rempli et accompagné d'un chèque à l'ordre de L'Humanité à :**

L'HUMANITÉ, SERVICE DIFFUSION 3, RUE DU PONT DE L'ARCHE 37550 SAINT-AVERTIN



# TOUS EN SCÈNE

## « C'est notre aventure politique et humaine de l'année »



à l'électricité, avant d'être appelé par ses camarades pour trouver une alternative au pied manquant d'une tonnelle qui abritera les repas partagés. Au sein de la régie, le programme est chargé. En une après-midi, Emma, responsable des invités et des stands du Village du monde, doit accueillir les délégations kurde, iranienne (du Tudeh) et irakienne.

Entre les différentes tentes, Guéno, régisseur de la Fête, déambule. « C'est un lieu où le public vient recharger ses batteries, dans un contexte politique tendu. » Pour lui, la Fête a un goût particulier : « Je viens ici depuis que je suis né. Je suis régisseur à l'année, mais quand je pose mes valises ici, je me dis que c'est là que mon métier a le plus de sens. » Thibaut Weiss, le directeur de la Fête de l'Humanité, veille au bon déroulement des opérations sur tout le site : « L'objectif, c'est que chacun puisse mettre sa pierre à l'édifice et que l'humain soit au centre. » Si les équipes sont en avance, « le retard finira par arriver », prédit-il d'expérience : « La tâche reste cependant moins ardue qu'en 2022, où on a dû migrer du Bourget vers Le Plessis-Pâté. »

Sous l'Agora de l'Humanité, déjà montée, une centaine d'invités, de bénévoles et de militants sont rassemblés pour écouter Fabien Gay, le directeur du journal. Tous s'accordent à dire que cette Fête arrive dans un moment particulier, deux mois après des législatives anticipées où la menace de l'extrême droite a pesé de tout son poids, et dans un contexte où Emmanuel Macron refuse de nommer un premier ministre issu du Nouveau Front populaire (NFP). « Nous souhaitons réunir toutes celles et tous ceux qui aspirent au changement, qui ont mené campagne avec le NFP, qui refusent le coup de force du président de la République, et ceux qui luttent pour la paix partout dans le monde ! » lance Fabien Gay. « La Fête, c'est d'abord un moment de débats, d'échanges et de construction politique », rappelle-t-il, anticipant la portée de l'événement, qu'il appelle à populariser en accélérant dans la dernière ligne droite la vente militante des bons de soutien.

Après le discours, les participants se retrouvent autour d'un verre. Philippe Rio, maire communiste de Grigny, se dit fier « d'accueillir la Fête, ce patrimoine culturel et politique ». Candidat aux dernières législatives en Essonne sous les couleurs du NFP, Amadou Deme souhaite, quant à lui, que « l'événement soit le rendez-vous de toutes les mobilisations pour le progrès ».

Bientôt le calme du site, avec ses allées vides, sera un lointain souvenir, couvert par le bruit des concerts, des débats et des centaines de milliers de visiteurs venus échanger leurs idées sur l'avenir. ■

LOUIS DEROO

**D**es dizaines de chapiteaux blancs, pour l'instant sans banderole, s'élèvent déjà fièrement dans le parc du Plessis-Pâté en Essonne où se tiendra la Fête de l'Humanité, les 13, 14 et 15 septembre. Les camions sillonnent les allées vides pour livrer le matériel de chantier ; des ouvriers branchent les arrivées d'eau ; d'autres installent l'électricité... Si l'événement n'ouvre ses portes que dans deux semaines, ils sont nombreux, salariés ou bénévoles, à s'impliquer pour donner corps à ce rendez-vous, où près d'un demi-million de participants sont attendus.

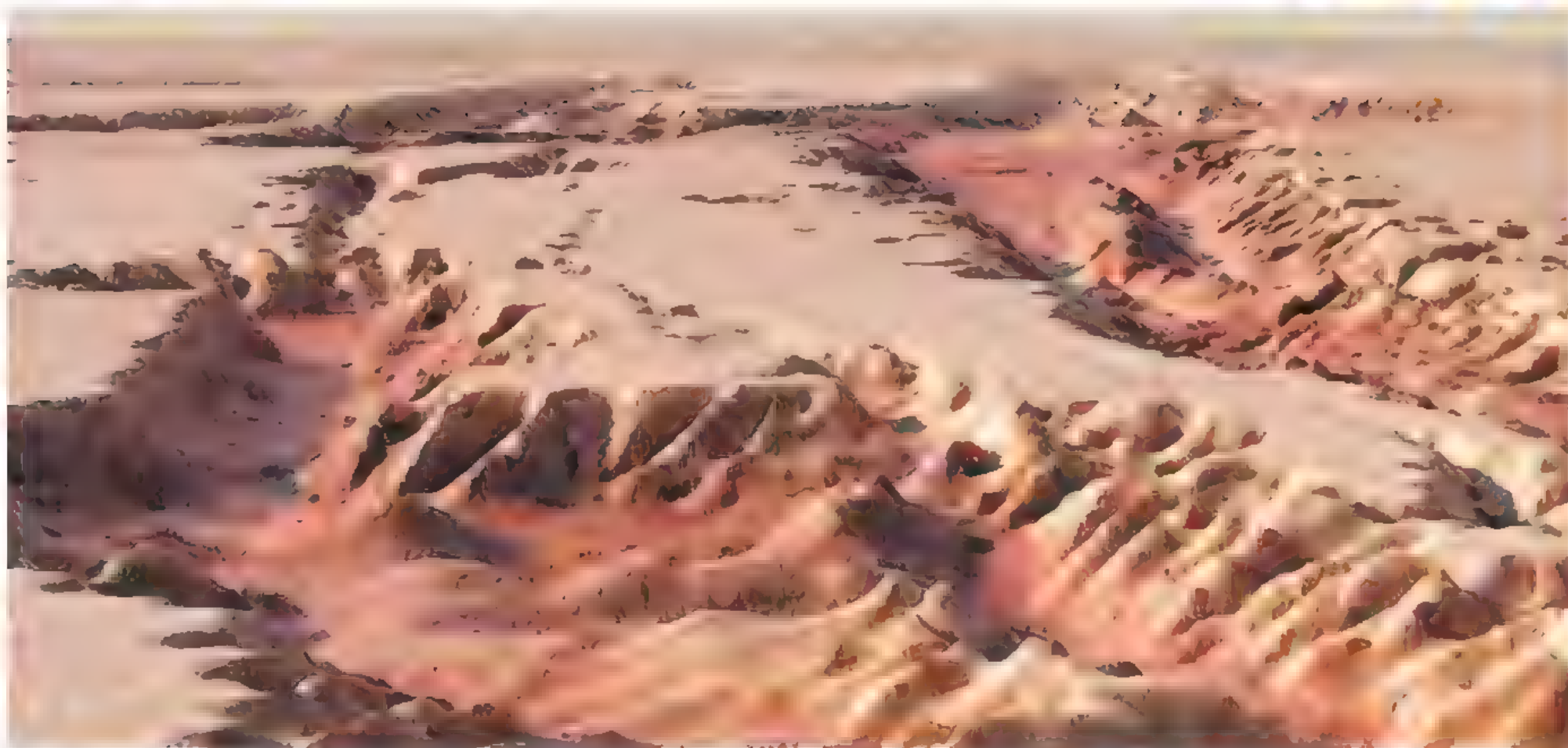
Véritable institution, le stand de Gennevilliers a déjà levé ses drapeaux rouges. La tente haute en couleur servira à l'accueil des bénévoles de cette cité populaire des Hauts-de-Seine qui participent chaque année à l'effort commun en proposant leur aide sur les multiples points de la Fête, dans la joie et la bonne humeur. « Celui qui n'a jamais participé au montage de la Fête ne peut pas savoir ce que c'est : on vit, on dort, on mange ensemble, on s'engueule là ! » énumère avec humour Christian Ledoux, bâtisseur depuis 1975. C'est un moment de fraternité et c'est une date importante dans l'année, surtout pour un communiste. » Non loin de là, les « petites mains » du Village du monde ont déjà monté la majorité des tentes qui accueilleront la quarantaine de délégations de militants et de partis communiste ou progressistes venus des quatre coins de la planète. Sans ces bénévoles

**CHANTIER** Bénévoles, ouvriers et intermittents du spectacle donnent corps à la Fête, avec ses centaines de stands. Déjà, les organisateurs accueillent les premiers invités, tandis que se dessinent les contours politiques de l'événement.

essentiellement issus du Syndicat du livre, ce rendez-vous de la solidarité internationale, l'un des cœurs battants de la Fête, ne pourrait exister.

Dans cette sorte de petit village autonome, où chacun a son surnom, des dizaines de bénévoles vivent sur place avant, pendant et après l'événement, pour monter puis démonter les installations. « C'est notre aventure politique et humaine de l'année ! » lance Gabi, qui supervise les différentes étapes de l'installation des stands, de la boiserie





Vue d'artiste  
de la surface  
de la planète  
rouge  
GETTY IMAGES/SCIENCE  
PHOTO LIBRARY RF

**P**our la première fois, de l'eau liquide a été découverte sur Mars dans une couche souterraine située entre 11,5 et 20 km de profondeur. Jusqu'à présent, on n'avait trouvé de l'eau sur Mars que sous

forme de glace. Trois géophysiciens de l'UC Berkeley et de la Scripps Institution of Oceanography de l'UC San Diego ont identifié les traces d'un vaste réservoir souterrain sur la planète rouge, selon l'étude qu'ils publient dans la revue *Proceedings of the National Academy of Sciences*. L'intérieur de Mars est composé de trois couches : à la surface, la croûte rougeâtre et poussiéreuse ; en dessous, une couche géologique appelée « le manteau » et, au centre, le noyau métallique liquide. Cette découverte établit que la croûte contiendrait en profondeur assez d'eau liquide pour recouvrir toute la planète !

Depuis longtemps les scientifiques s'interrogent pour savoir ce qu'avait pu devenir l'eau qui recouvrait la surface de Mars, il y a trois milliards d'années, lorsque son atmosphère et son champ magnétique se sont estompés. Les résultats de cette nouvelle recherche suggèrent qu'une grande partie de l'eau a été absorbée et filtrée dans la croûte martienne. « On suppose, expliquent les chercheurs, qu'une grande partie de cette eau a été séquestrée sous la surface ou perdue dans l'espace. » Si les premiers 5 km de la croûte semblent secs, l'étude révèle l'existence d'une zone souterraine de roches magmatiques fracturées et saturées d'eau liquide. Son volume serait supérieur à celui qui aurait rempli les hypothétiques anciens océans martiens.

Ces résultats se basent sur des données sismiques collectées de 2018 à 2022 par la sonde spatiale InSight envoyée par la Nasa. InSight a atteint la surface de Mars en novembre 2018, elle y a déposé le sismomètre Seis, conçu et développé par le Centre national d'études spatiales. Grâce à lui, InSight

a sondé jusqu'à 20 km de profondeur, durant quatre ans, la croûte martienne à partir de son site d'atterrissage, Elysium Planitia, un plateau volcanique de 3 000 km de diamètre. Elle a détecté des tremblements de terre (plus de 1 300) d'une magnitude allant jusqu'à 5, des impacts de météorites et des grondements venus de zones volcaniques qui ont produit des ondes sismiques permettant aux géophysiciens de sonder l'intérieur de la planète.

À partir de ces données, les scientifiques ont utilisé un modèle mathématique de la physique des roches identique aux modèles utilisés sur Terre pour cartographier les aquifères souterrains et les champs pétrolifères. Ils se sont concentrés sur la croûte moyenne où la sonde avait collecté le plus de données sismiques et ont conclu à l'existence d'une couche profonde de roche ignée (du magma refroidi et solidifié) imbibée d'eau liquide. En effet, les ondes générées par les activités sismiques variant en fonction de la densité de la matière qu'elles traversent,

# Le sous-sol de Mars regorgerait d'eau

**ASTROPHYSIQUE** Des chercheurs ont localisé un réservoir d'H<sub>2</sub>O souterrain dans la croûte de la planète rouge, à plus de 10 km de profondeur. Un lieu prometteur pour la recherche du vivant ?

leur analyse permet de définir la nature des couches souterraines. Leurs résultats, précisent les chercheurs « ont des implications pour la compréhension du cycle de l'eau sur Mars, la détermination du devenir des eaux de surface passées, la recherche de vie passée ou présente, et l'évaluation de l'utilisation des ressources in situ pour les missions futures ».

## ABSENCE DE TECTONIQUE DES PLAQUES

Pour William Rapin, astrophysicien, chercheur CNRS à l'université de Toulouse III-Paul-Sabatier, qui n'a pas participé à cette étude, cette recherche « apporte une nouvelle donnée sur la grande énigme de l'eau martienne. Mars a été une planète humide au début de son histoire, mais l'eau a dispa-

ru de la surface et plusieurs théories existent pour l'expliquer. L'eau pourrait s'être enfouie dans la croûte sans revenir à la surface du fait de l'absence de tectonique des plaques ». Cette étude montre aussi que « les données sismiques acquises par Seis sont compatibles avec

de grandes quantités d'eau dans la croûte ». Si les résultats se confirment, l'eau liquide présente en profondeur pourrait avoir conservé pendant des milliards d'années des formes de vie microscopiques et abriter des environnements propices à la vie. Dans l'immédiat, ils permettent d'éclaircir l'histoire géologique de Mars et identifient un lieu prometteur pour la recherche du vivant. Encore faudrait-il accéder au réservoir d'eau localisé à plus de 10 km sous la surface. Même sur Terre, il serait difficile de forer à une telle profondeur.

La prudence est de mise d'autant que, comme le rappelle William Rapin, « les petites modulations de vitesse de propagation des séismes martiens peuvent aussi être expliquées par d'autres états de la croûte, certains avec moins d'eau enfouie ». Il faudra donc recueillir plus de données pour confirmer cette découverte. « C'est tout de même un résultat important, ajoute-t-il, qui devrait motiver de nouvelles observations de l'intérieur de Mars. Nous aurons alors une chance de mieux comprendre comment évolue le réservoir d'eau d'une planète habitable autre que la Terre. » ■

« C'est un résultat important, qui devrait motiver de nouvelles observations. »

WILLIAM RAPIN,  
ASTROPHYSIC EN

ANNA MUSSO



# Une Méditerranée plurielle se dévoile au Mucem

## MUSÉE

La nouvelle exposition permanente du lieu marseillais propose une archéologie des imaginaires qui entourent cette « mer du milieu ».

s'arrêtent pour scruter l'horizon bleu. La mise en regard de ces deux points de vue formule d'emblée une vision multilatérale de la mer, plus seulement vue depuis l'Europe.

### DES RAPPROCHEMENTS ICONOCLASTES

Dans les premières salles, des murs vermeil et blanc accueillent d'abord un accrochage dense, réminiscence des musées des Beaux-Arts européens du XIX<sup>e</sup> siècle. Les moulages de chefs d'œuvre de la sculpture grecque y côtoient des cartes postales du début du XX<sup>e</sup> siècle sur lesquelles des culturistes s'exhibent dans des poses empruntées à cette même statuaire. Ailleurs, une reproduction de chapiteau corinthien renvoie aux motifs de colonnes grecques dessinés sur les affiches touristiques des années 1950.

Ces rapprochements iconoclastes aident à saisir la persistance du canon antique dans les écoles et ateliers d'art comme dans les produits de consommation de masse, des siècles après la redécouverte cruciale du *Laocoon*, en 1506. Instrumental dans la constitution des identités nationales européennes, l'héritage revendiqué de la culture gréco-romaine sert aussi, aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, à justifier la colonisation : ainsi en témoigne un dépliant italien de 1940 sur lequel les pieds d'un colosse chaussé de spartiates romaines enjambe la mer pour fouler un sol désertique, symbole d'une Libye alors colonisée par le régime mussolinien.

Dans une deuxième partie, l'exposition épouse un mode d'accrochage cette fois inspiré des musées ethnographiques pour interroger la place de la discipline dans la définition des identités méditerranéennes. De sa constitution méthodologique au tournant du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à sa remise en question à partir des années 1960, l'ethnologie joue un rôle instrumental au sein du contexte colonial, parfois contre son gré. Elle dialogue en même temps avec les artistes de son temps, lesquels voient dans les autres rives de la Méditerranée le terrain d'autres iconographies. En Algérie, par exemple, les peintures de Jules

« Notre exposition traite de questions sujettes aux détournements et aux récupérations politiques. »

MARIE CHARLOTTE CALAFAT  
COMMISSAIRE GÉNÉRALE

Marseille (Bouches-du-Rhône), envoyé spécial.

**L**e titre, tout au pluriel, « Méditerranées. Inventions et représentations », dit d'emblée le défi posé par ce territoire lorsqu'il s'agit d'en cerner une quelconque unité. Entourée de 22 pays, traversée par des dynamiques (néo) coloniales, des flux économiques et des mouvements migratoires, la Méditerranée est un territoire symboliquement chargé, difficile à contenir – « mille choses à la fois », comme l'écrivait l'historien Fernand Braudel.

Avant d'entrer dans l'exposition du Mucem, l'idée est déjà incarnée par le diptyque vidéo de Francis Alys, *Miradores, détroit de Gibraltar, Maroc-Espagne* (2008). Une caméra fixe filme les regardeurs sur les deux rives du détroit, à Tanger et à Tarifa. Face à la mer, les silhouettes

Buste de *Laocoon*, de l'atelier de moulage des musées nationaux (2023, Paris). L'original en marbre (vers 40 av. J.-C.) est au musée du Vatican Pio-Clementino, à Rome.

MUCEM / MARIANNE KUHN



Migonney comme les photos de l'ethnologue Thérèse Rivière s'attachent, à quelques décennies d'écart, à saisir des pratiques d'artisanat ancestrales.

#### L'HISTOIRE COLONIALE ET SES EFFACEMENTS

Enchevêtrant les grilles de lecture, l'accrochage à la fois critique et pédagogique de « Méditerranées... » s'offre comme une réponse possible à certaines questions muséographiques qui se posent aujourd'hui. Pour les cinq commissaires, le travail a commencé par une plongée dans les collections pléthoriques du musée marseillais, constituées de quelque 350 000 œuvres. Comment s'y retrouver dans une telle abondance ? « Nous avons fait le choix d'études de cas, à des échelles et des endroits différents », répond Marie-Charlotte Calafat, commissaire générale de l'exposition. Ainsi de la fustanelle, cette jupe plissée aux origines antiques faisant l'objet de revendications identitaires rivales en Grèce et en Albanie, sur laquelle focalise l'une des étapes du parcours.

Les 50 pièces remontées des collections locales, mélangées au même nombre de dépôts d'autres musées – le Louvre, le musée des Beaux-Arts de Valenciennes, le musée des Moulages de l'université Lumière Lyon-II, etc. –, sont également éclairées par des œuvres d'artistes contemporains de différents pays du pourtour méditerranéen, dont une série de sculptures de Théo Mercier qui jalonnent le parcours. Ces œuvres récentes répondent toutes, à leur manière, aux problèmes de visibilité posés par des collections tributaires notamment de l'histoire coloniale et de ses effacements.

« Notre exposition traite de questions au cœur des débats contemporains, sujettes aux détournements et aux récupérations politiques », poursuit Marie-Charlotte Calafat. « Méditerranées... » opère à ce titre une déconstruction politiquement précieuse, celle d'entreprises idéologiques construites sur des images. ■

**SAMUEL GLEYZE-ESTEBAN**

« Méditerranées. Inventions et représentations », exposition permanente au Mucem, Marseille.

## La figuration panafricaine a son propre miroir

**EXPOSITION** Le Kunstmuseum Basel de Bâle reprend un événement imaginé, conçu et réalisé par Koyo Kouho, la directrice du Zeitz Museum of Contemporary Art Africa, au Cap, en Afrique du Sud. L'occasion de considérer un continuum dans les pratiques et les « géographies noires ».

Bâle (Suisse), envoyé spécial.

**L**e travail d'artistes d'ascendance africaine ou citoyens africains n'est plus cantonné aux cercles de spécialistes. Les collections de mécènes s'étoffent, les expositions de renommée internationale se multiplient. Il s'agit pourtant maintenant de franchir une nouvelle étape en plongeant dans la richesse et la diversité de ces expériences. Non pas de les accrocher côte à côte comme des entités singulières mais de considérer leur continuum, notamment dans les géographies et les pratiques artistiques. C'est ce qu'a tenté – et réussi – le Zeitz Museum of Contemporary Art Africa (Zeitz Mocaa) basé au Cap, en Afrique du Sud, et que reprend en grande partie le Kunstmuseum Basel dans les espaces du Gegenwart.

Le titre de l'exposition – « When We See Us: un siècle de peinture figurative panafricaine » – s'inspire de la mini-série de Netflix *When They See Us* (2019), de la réalisatrice afro-américaine Ava DuVernay. Un film basé sur l'histoire vraie de cinq jeunes Noirs accusés (et emprisonnés pendant de longues années) à tort du viol et de l'agression d'une femme blanche dans Central Park, à New York, en 1989. Les commissaires de l'exposition, Koyo Kouho (1) et Tandazani Dhlakama, ont renversé la problématique, transformant le « Quand ils nous voient » qui implique l'autre, celui qui n'est pas noir, en « Quand nous nous voyons ». Ce qui, selon Koyo Kouho, permet un « déplacement dialectique » vers « une perspective comparative de l'écriture de soi », s'appuyant sur le fameux texte de l'historien et politologue camerounais Achille Mbembe. Celui-ci invite à dépasser le triptyque « esclavage, colonisation, apartheid », non pas pour le renier, mais pour souligner que « les identités africaines actuelles se forment à l'interface du cosmopolitisme et des valeurs d'autochtonie ».

Comment ces problématiques se répercutent-elles dans une



*Le Modèle noir*, d'après Félix Vallotton, de Roméo Mivekannin, 2019.

exposition comme celle-ci ? D'abord, par un découpage qui n'est ni chronologique ni géographique mais en cinq chapitres : « Le Quotidien » ; « Joie et Allégresse » ; « Repos, Sensualité » ; « Spiritualité

**« Quand nous nous voyons » est une exploration d'artistes pour qui la représentation de la vie est intrinsèque à l'existence même.**

et Triomphe » ; « Émancipation ». Ce qu'on appelle Blackness pour ne pas utiliser le mot négritude, connoté, prend ainsi tout son sens, de même que la Blackjoy. C'est bien ce qui transparaît à travers ces toiles aux techniques multiples (huile, gouache, fusain, aquarelle...) qui semblent se répondre à travers les années et les continents.

L'artiste britannico-nigériane, Joy Labinjo, avec *Gisting in the Kitchen* (2018) ne dialogue-t-elle pas avec le Sénégalais Ibrahima Kébé (*Untitled*, 1994) ? Lorsque Roméo Mivekannin réalise *Le Modèle noir*, d'après Félix

Vallotton (2019), ne s'engouffre-t-il pas dans une perspective historique ouverte par le *Boy with Toy Plane* (1938), d'Aaron Douglas ? Et puis, on trouve des pratiques similaires chez l'Américain Romare Bearden (*Jazz Rhapsody*, 1982) et le Sud-Africain George Pemba (*At the Clinic*, 1979), chez Lynette Yiadom-Boakye depuis la Grande-Bretagne (*11 pm Friday*, 2010) et Beauford Delaney aux États-Unis (*Untitled (Man in African Dress)*, 1970).

« Quand nous nous voyons » n'est autre qu'une belle traversée du miroir, une exploration des formes et des couleurs d'artistes pour qui la représentation de la vie est intrinsèque à l'existence même. « Dès qu'on parle des Noirs, vous tous devenez Blancs », aimait à dire James Baldwin. ■

**PIERRE BARBANCEY**

*When We See Us: un siècle de peinture figurative panafricaine. Jusqu'au 27 octobre au Kunstmuseum Basel, Bâle, Suisse.*

**Sur Humanité.fr**

Lire notre entretien avec Koyo Kouho, directrice du musée Zeitz d'art contemporain d'Afrique au Cap.



*Tamaroud-Kabylie*, de Jules Migonney, 1910.

MUCEM / MARIANNE KUHN



# La convergence des extrêmes droites

**TÉLÉVISION** Pour Arte, le documentariste Christophe Cotteret a enquêté, de l'Allemagne à la France, sur les partis politiques et groupuscules, qui allient leurs forces pour prendre le pouvoir en Europe.



Manifestation à Paris d'un groupuscule néofasciste, avec drapeaux affublés de la croix celtique et cagoules noires sur la tête. WRONG MEN/CIBLE PROD

**White Power. Au cœur de l'extrême droite,**  
Arte, 22 h 50

**L**a rencontre se déroule dans la banlieue de Cologne, dans l'ouest de l'Allemagne. Axel Reitz, sac Louis Vuitton et montre en or positionnés de façon ostensible, est assis à une terrasse. Au premier abord, rien ne laisse présager que le quarantenaire a été l'une des têtes pensantes de la mouvance néonazie allemande. Pourtant, Axel Reitz était surnommé le « Hitler de Cologne ». Orateur doué et doté d'un réseau tentaculaire, il s'est imposé comme tête d'affiche des Freie

Kameradschaften (les Compagnons libres), un groupe d'ultradroite dont le terrain de chasse était la rue, puis de la ligue néonazie Kampfband Deutscher Sozialisten (littéralement Ligue de combat des socialistes allemands). Tout change lorsqu'il rejoint, en 2013, un programme gouvernemental de déradicalisation. Repenti, il dénonce aujourd'hui l'emprise de l'idéologie d'extrême droite sur ses adeptes. Eux qui se lèvent chaque matin en reliant leurs maux à l'immigration, à la gauche, à un supposé « grand remplacement ».

C'est aux profils similaires à celui d'Axel Reitz que s'est intéressé Christophe Cotteret. « Il était un idéologue convain-

**« La cause des juifs est utilisée pour discriminer les populations musulmanes et arabes. »**

CHRISTOPHE COTTERET,  
DOCUMENTARISTE

cu, prêt à participer à des manifestations néonazies interdites pendant une quinzaine d'années », résume-t-il. Durant deux ans, le documentariste a parcouru l'Allemagne, la Belgique et la France pour comprendre comment une vague brune a pu s'abattre sur l'Europe. Des partis réalisent des percées dans les urnes, tandis

que des groupuscules tentent de s'approprier des villes et des quartiers par la violence physique. Aux portes du pouvoir, et

malgré la « stratégie de la cravate » pour paraître responsable, l'extrême droite dévoile sa vraie nature : fasciste, xénophobe, patriarcale. Avec *White Power*, Christophe Cotteret souhaite offrir des armes pour décrypter, puis combattre, le phénomène.

Les exemples ne manquent pas. L'un des derniers en date : le soutien affiché par le Rassemblement national, fondé par des soutiens du régime nazi, à la communauté juive. Le reflet, pour le documentariste, d'une stratégie de dissimulation, alors que l'antisémitisme est inhérent à l'idéologie d'extrême droite. « Ils utilisent la cause des juifs français et des Israéliens pour atteindre leurs propres objectifs, à savoir la discrimination des populations musulmanes et arabes », analyse Christophe Cotteret. Mais aussi lorsque le documentariste remarque qu'un nom revient sans cesse, quelle que soit la localité : Renaud Camus. L'« intellectuel » d'extrême droite a remis au goût du jour la théorie du « grand remplacement », et ses idées se sont diffusées à travers le monde. Chaque mouvement, des néonazis au nationalistes révolutionnaires, en passant par les skinheads ou les évangélistes les plus radicaux, y a trouvé son compte. « La matrice programmatique et intellectuelle de l'extrême droite – du Rassemblement national au Parti pour la liberté, aux Pays-Bas, jusqu'aux groupes néofascistes ou identitaires – est l'obsession de l'immigration et de la guerre des races, alerte Christophe Cotteret. Le reste est superflu. »

## DE L'ISLAMOPHOBIE À L'ANTISÉMITISME, DE L'HOMOPHOBIE AU SEXISME

Quand leur hégémonie est remise en cause, les Occidentaux deviennent violents et destructeurs. Le terme de White Power est d'ailleurs un contre-pied affiché au Black Power, revendiqué par les Africains-Américains lors de leur combat contre la ségrégation raciale et le colonialisme. Leurs ennemis d'hier étaient les juifs, ceux d'aujourd'hui sont les migrants. Rien ne change. Au contraire, la nébuleuse d'extrême droite se consolide. Elle a même son grand raout : la Fête des nations, un rassemblement des partis européens d'extrême droite.

Les ponts entre les partis politiques et les groupes d'action, eux, se multiplient, comme lorsque, en France, des membres de Zouaves Paris, un groupuscule identitaire et fasciste, ont attaqué ceux de SOS Racisme, infiltrés à un meeting d'Éric Zemmour, candidat à la présidence de la République en 2022. Ou quand Marine Le Pen, candidate arrivée au second tour lors des deux dernières échéances, pose en photo avec d'anciens membres du Groupe union défense, un syndicat étudiant nationaliste révolutionnaire. Un groupuscule dont les membres peuvent défiler dans les rues de Paris, avec des drapeaux affublés de la croix celtique dans les mains et des cagoules noires sur la tête. De l'islamophobie à l'antisémitisme, de l'homophobie au sexisme, rien ne change au sein de la galaxie fasciste. Et ce, malgré ce que tentent de faire croire des partis d'extrême droite au pouvoir ou en position de l'être. ■

TOM DEMARS-GRANJA



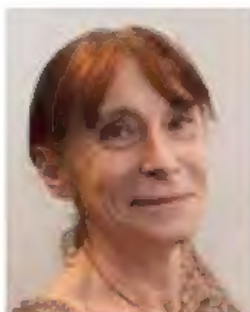
# « Comment faire face au coût de la rentrée scolaire? (2/2) »

L'accès à l'éducation oblige des familles ou des jeunes à faire des sacrifices financiers. Entre fournitures, logement et alimentation, les dépenses sont importantes.

**Les aides sont insuffisantes. Certaines dépendent des politiques locales et cette situation hétérogène génère des inégalités. Or l'éducation est un droit.**

**C**haque année, la rentrée scolaire entraîne des coûts qui peuvent s'avérer pesants pour le budget des familles. Avec l'inflation, celui des fournitures scolaires connaît une augmentation, amortie certes par la baisse du cours du papier, mais qui reste malgré tout supérieure au niveau d'avant la crise sanitaire. Par ailleurs, le coût de la rentrée ne se limite pas aux fournitures scolaires, les familles doivent aussi déboursier pour les vêtements, le transport, la restauration scolaire, voire l'internat. Face à ces dépenses, le montant de l'allocation de rentrée

scolaire (ARS), versée sous conditions de ressources, reste insuffisant pour de nombreuses familles. Certaines collectivités territoriales mettent aussi la main à la poche pour la prise en charge, par exemple, du matériel pour les élèves des lycées professionnels, sous forme de bourses d'équipement pour les sections industrielles. Cette aide financière est positive pour les élèves issus-es, bien souvent, de milieux défavorisés. Malheureusement, ce coup de pouce reste une décision politique émanant des régions et toutes ne font pas ce choix. De même, certaines communes, voire départements, fournissent des kits de rentrée avec les fournitures scolaires de base pour les élèves du premier degré et du collège. Cette solution repose là encore sur la volonté politique de certaines collectivités locales, instaurant par là même une inégalité territoriale. Parfois, les familles ont recours au système D pour amoindrir les coûts.



**ISABELLE VUILLET  
ET MICHAEL  
MARCILLOUX**  
Cosecrétaires CGT  
Educat'Action



Des solutions existent, avec la vente de fournitures d'occasion ou le système d'achats groupés. Elles reposent malgré tout sur des associations ou sur la bonne volonté de quelques-uns.

En partant du postulat que l'éducation est un droit pour tous les enfants et jeunes, il faut aboutir à certaines revendications simples qui garantissent la possibilité pour chaque famille de voir ses enfants suivre une scolarité sereine sur le plan matériel. Pour cela, il faut instaurer la gratuité des fournitures scolaires, de la maternelle au lycée.

De même, il faut assurer la mobilité des lycéens

avec la gratuité des transports, un service public de la restauration. Par ailleurs, afin que chaque lycéen et lycéenne puisse s'inscrire dans l'établissement de son choix quel que soit l'éloignement, il faut assurer des solutions de logement gratuites.

**Il faut assurer la mobilité des lycéens avec la gratuité des transports.**

Encore trop de jeunes renoncent à s'inscrire dans la filière de leur choix à cause des frais de l'internat. C'est inacceptable.

Enfin, pour les lycéens et lycéennes, notre organisation revendique le versement d'une allocation personnelle, afin que ces jeunes puissent faire l'apprentissage de l'autonomie financière. L'éducation est un droit. C'est à l'État de s'assurer, à tous les maillons de la chaîne, que ce soit le cas pour toutes et tous. ■

**Il faut revaloriser les aides en fonction de l'inflation et créer un complément spécifique, en particulier pour les élèves en lycée professionnel.**

**T**outes les familles ne le savent que trop, il y a un écart important entre le beau principe de la gratuité de la scolarisation des élèves et la réalité : la rentrée scolaire a bien un coût, et il ne cesse de croître. Aux dépenses en livres, fournitures et habillement – dont les vêtements et outils de travail des lycéens professionnels –, il faut ajouter les frais de cantine, d'internat ou de garderie, voire des activités périscolaires. L'ensemble pèse lourd dans le budget des familles, notamment les plus modestes d'entre elles. L'allocation de rentrée scolaire (ARS), versée chaque année à la mi-août par les CAF, est donc une prestation familiale essentielle pour faire face à ces dépenses. Mais cette allocation doit être améliorée.

Une première proposition mettrait fin à une incohérence flagrante : l'instruction ayant été rendue obligatoire à partir de l'âge de 3 ans depuis la rentrée 2020, il est anormal que l'ARS ne soit versée que pour les enfants de 6 ans et plus. Pour les enfants scolarisés dans un établissement scolaire dès 3 ans, la rentrée engendre des frais non négligeables pour les familles. Ceux-ci avaient été estimés, par le ministère de l'Éducation nationale lui-même, à 520 euros en 2015. Ce montant est sûrement bien supérieur aujourd'hui avec l'inflation.

Notre deuxième proposition concerne les montants de l'ARS – qui vont de 416,40 euros par enfant de 6 à



**NICOLAS  
GAVRILENKO**  
Membre du bureau  
de l'Union des familles  
laïques (Ufal)

10 ans à 454,60 euros pour les 15-18 ans – et leur indexation. La priorité est d'augmenter l'ARS pour rattraper les dernières années de hausse des prix. En effet, s'il y a bien eu des revalorisations, et celle de cette année a été de 4,6 %, l'inflation cumulée a été plus importante. Il faut non seulement compenser cet écart, mais aussi indexer l'ARS sur l'évolu-

tion des prix. Il faut également élargir le nombre de familles bénéficiaires. Les plafonds de ressources à respecter pour percevoir cette prestation sont trop bas et excluent, par exemple, un couple avec un ou deux enfants dont chaque parent gagne le Smic. Si, par principe, nous défendons l'universalité des prestations de la Sécurité sociale financée par la cotisation sociale, les plafonds devraient au minimum intégrer les classes populaires dans leur ensemble.

Enfin, notre troisième proposition concerne les élèves en lycées professionnels dont les coûts de scolarité sont les plus élevés du fait de fournitures spécifiques, supérieurs de 70 % à ceux des autres lycéens d'après les chiffres du ministère. À cela s'ajoute la surreprésentation d'élèves issus de familles modestes : il est donc urgent de prendre en compte cette situation pour mettre fin à cette injustice avec un complément spécifique que nous estimons à au moins 50 % du montant de l'ARS.

Loin d'être une prestation superfétatoire comme le pense une partie de la classe politique, l'ARS doit être revalorisée et élargie pour devenir un déterminant essentiel de la scolarisation de tous dans de bonnes conditions, et donc de l'avenir de nos enfants. ■

**La priorité est d'augmenter l'ARS pour rattraper des années de hausse des prix.**



# LES GRANDS CONCERTS DE LA FÊTE DE L'HUMANITÉ

Le Fou chantant est à son apogée lorsqu'il se donne pour la première fois en spectacle à la Fête de l'Humanité. Comme un dernier parfum de Front populaire avant les heures sombres.

**I**l en va des archives comme de la mémoire : elles sont faites de trous. Ce concert qui a tous les attributs de l'événement légendaire n'a laissé presque aucune trace dans l'Humanité, pas plus dans les biographies de référence de l'autre « grand Charles ». 1938, c'est pourtant l'année Trenet. Quasiment inconnu en janvier, il est une star en décembre. Et le concert qu'il donne ce dimanche 4 septembre s'insère dans une chronologie intense qui propulse en quelques semaines le chanteur narbonnais au rang d'idole générationnelle. Quatre mois avant la Fête, et après avoir séduit Marseille, il donne une série de récitals au cabaret l'ABC - « théâtre du rire et de la chanson » situé sur le boulevard Montmartre à Paris -, en « première américaine » de Lys Gauty avec laquelle la postérité aura été bien moins clémente. En quelques jours et avec une dizaine de chansons pour tout bagage, Trenet agite la presse, suscite un bouche-à-oreille passionné et devient la coqueluche des poètes Max Jacob et Jean Cocteau.

## LA RONDE DES SAISONS LUI VOLE LA VEDETTE

Dans la foulée, il tient le premier rôle de deux films, *la Route enchantée* et *Je chante*, qui seront diffusés en novembre et incarneront pour un vaste public l'insouciance du Front populaire, pourtant à son crépuscule. Car l'heure est grave. Les colonnes de l'Humanité sont rythmées par la chronique quotidienne, signée Gabriel Péri, du désastre qui s'annonce aussi bien en Espagne qu'en Allemagne. Et la mobilisation du journal est totale pour défendre les conquêtes du Front populaire qui subissent leurs premiers coups de canif. La Fête, qui se tient toujours à Garches, tente d'apporter un vent de fraîcheur dans ce climat anxieux.

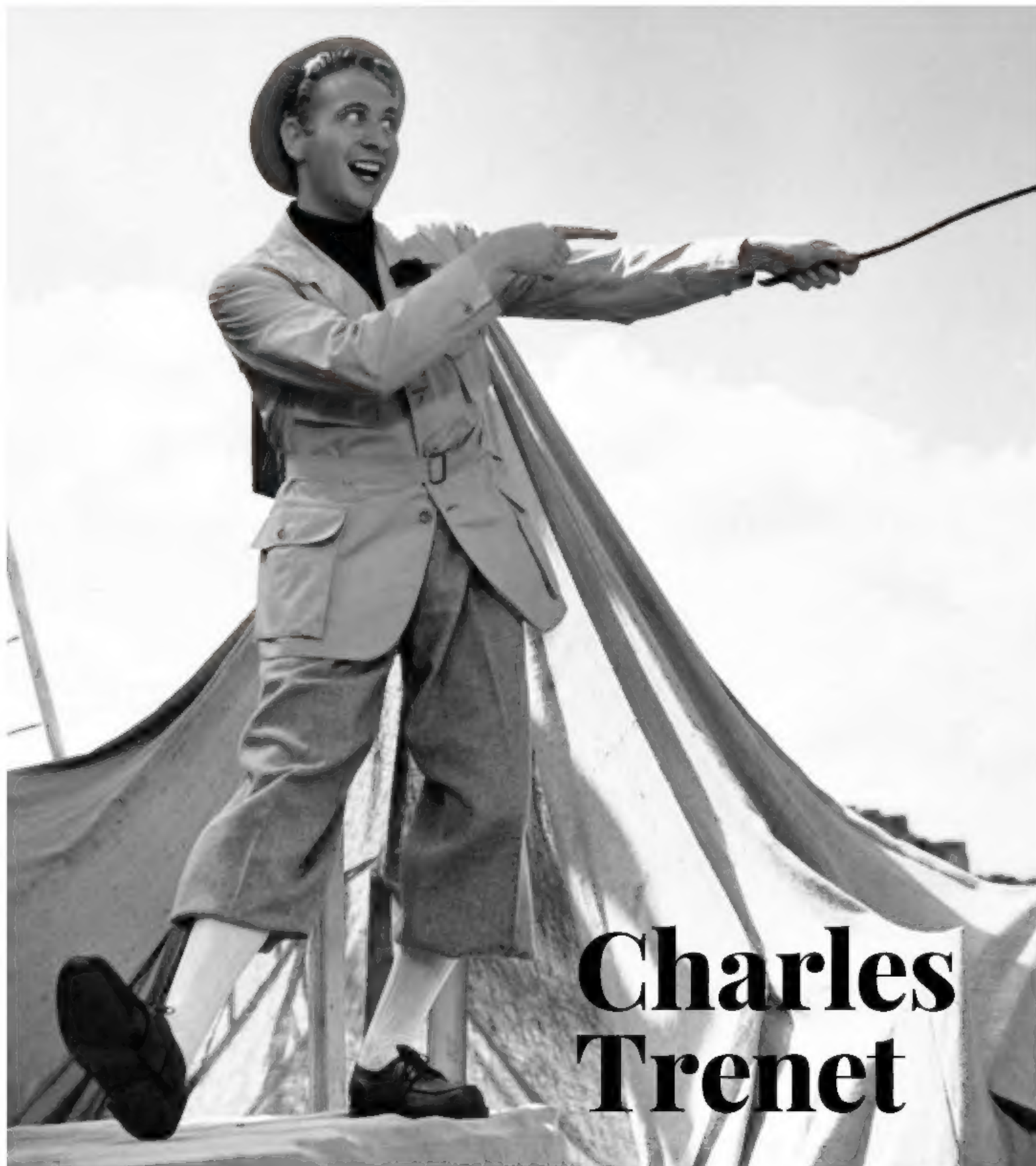
Mais il faut dignement fêter la mémoire du rédacteur en chef Paul Vaillant-Couturier, récemment décédé, et le clou de la Fête sera la *Ronde des saisons*, grand spectacle réconciliateur de l'homme et de la nature, mis en musique et chorégraphié, qui rafle la vedette à Trenet. Il est pourtant, à cette date, la première star de music-hall sans attache politique définie à faire son apparition à la Fête de l'Humanité, étreignant en quelque sorte son histoire musicale et son esprit d'ouverture.

Mais comment le phénomène Trenet atterrit-il dans la grande fête du journal communiste ? Sans doute son éditeur et ami Raoul Breton, omniprésent dans son entourage, joua-t-il un rôle en cherchant à offrir au chanteur de 25 ans

ce qui restera sûrement son plus grand public. « Enfin le tour du "Fou chantant", Charles Trenet, qui se fait maintes fois bisser et obtient un succès... fou », laisse pour seule information l'Humanité.

En 1983, Trenet se souviendra de cette époque, sans toutefois mentionner la Fête : « J'ai été admis tout de suite par la jeunesse. Mais je ne considérais pas ça comme un véritable public. Parce que le véritable public doit comporter justement toutes les classes d'âge. » Ce fut chose faite à Garches avec ses 300 000 visiteurs revendiqués, l'un des derniers moments d'insouciance et ultime Fête avant une sinistre et tragique parenthèse de six années. ■

CLÉMENT GARCIA



## Charles Trenet

L'artiste à la poursuite de son rêve dans *la Route enchantée* (1938), de Pierre Caron. LES FILMS SACA DILTZ/BRIDGEMAN IMAGES

# 1938

Demain : Claude François, 1963. Retrouvez les épisodes précédents sur [www.humanite.fr](http://www.humanite.fr)